

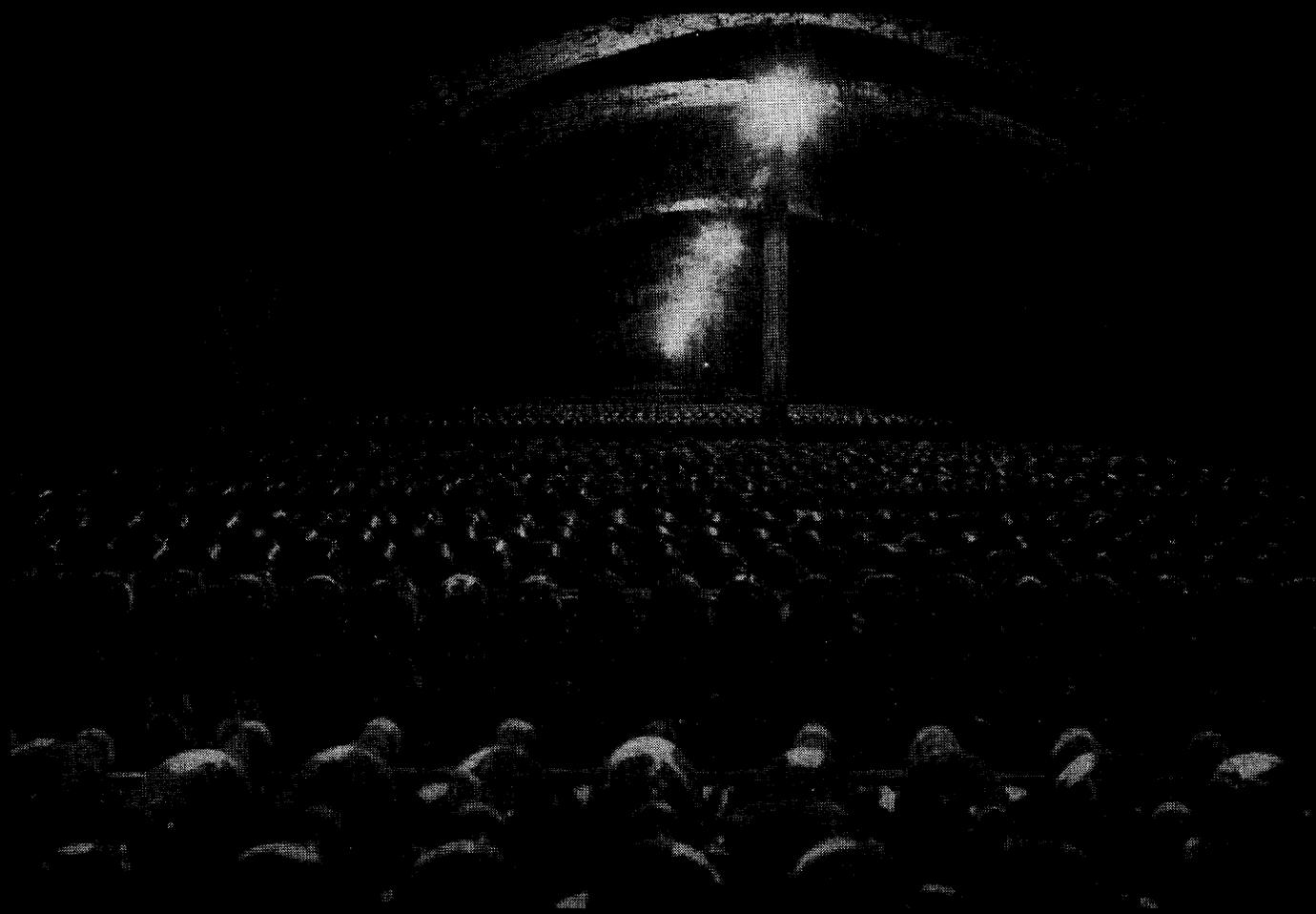
NOUVELLES



DE
L'OTAN

ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD • SERVICE DE L'INFORMATION • PARIS

SEPTEMBRE 1962



NOUVELLES DE L'OTAN

Septembre 1962



Sommaire

Introduction : Attaquer, Défendre ou Dissuader ?	1
Défense et Diplomatie, <i>par Spiros Chrysospathis, du Ministère des Affaires Etrangères de Grèce et ancien Membre de la Délégation grecque auprès de l'OTAN</i>	2
Soldats du Parti, <i>par Malcolm Mackintosh, conseiller pour les Affaires Soviétiques à l' « Institute for Strategic Studies », Londres (Extrait d'une conférence donnée au Collège de Défense de l'OTAN)</i>	7
Lettre de Copenhague, par Knud Meister, chroniqueur du « Berlingske Tidende ».	12
Une Fanfare, Quinze Pays (Reportage photographique)	14
La Jeunesse et les Affaires Internationales (4^e Conférence Atlantique de l'Enseignement), <i>par Jean de Madre.</i>	17
Pleins Feux sur l'OTAN	19
Nos Lecteurs nous écrivent Lettres du Docteur Blundell, du Colonel de Raaf, de « Justan », du Colonel Fulljames et de Miss Lewis	21
Livres « <i>The Politics of Western Defence</i> », par F.-W. Mulley	23
« <i>The Political Future of the European Community</i> », par Roy Pryce	23
Documentation L'Edification d'une Communauté Atlantique (Discours du Président Kennedy, le 4 juillet 1962 à Philadelphie)	25
Bibliographie (établie par la Section Documentation du Service de Presse de l'OTAN)	27

Photo de couverture : A l'intérieur de la communauté atlantique.

Un dépôt de bombes ? Non, des bouteilles de Porto dans une cave portugaise. Le vin et le cognac figurent parmi les principales exportations du Portugal, et les pays de l'OTAN sont ses meilleurs clients (Photo par Sabine Weiss).

Maquettistes : A. MORANGE et R. FOURNIER

Les **Nouvelles de l'OTAN** sont publiées sous l'autorité du Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Leurs articles ne doivent pas être considérés comme exprimant les opinions du Conseil de l'Atlantique Nord ou de ses Gouvernements membres pris séparément.

ATTAQUER DÉFENDRE OU DISSUADER ?



Pendant des siècles, les armées n'avaient qu'un seul but : la guerre. Depuis la première armée organisée, grâce à laquelle les Grecs ont battu les Perses à la bataille de Marathon en l'an 490 avant J.-C., jusqu'aux bandes de mercenaires loués par des princes à la fin du Moyen Age pour livrer bataille en leur nom, toute armée était constituée à la hâte selon les besoins du moment. Parfois, comme dans les cas de la Grèce et de Rome, les soldats étaient au service de l'Etat. Ou alors, comme sous le régime féodal, ils servaient un seigneur.

Gustave-Adolfe de Suède, père de la guerre moderne, créa la première armée nationale permanente au cours de la guerre de Trente Ans. Cette armée était composée de soldats de métier. Mais la République Française, trouvant la sienne incapable d'arrêter les Autrichiens et les Prussiens en 1793, fit appel aux citoyens. Cela fraya le chemin à la conscription. Ce fut Bismarck qui développa le principe du service militaire obligatoire, tandis que la Révolution Industrielle multiplia les armes de guerre et prépara l'apparition du « front de l'intérieur ». Enfin, la Deuxième Guerre Mondiale fit pénétrer la bataille au sein du foyer.

La guerre et la paix concernent maintenant la nation toute entière et l'armée permanente est devenue une institution aussi normalement admise que la force de police. Dans une démocratie moderne, toutes deux sont au premier chef des symboles de l'ordre qui n'entrent en action que lorsqu'il y a désordre ou guerre. Le rôle de l'armée est donc défensif.

Quant aux forces de l'OTAN, confiées aux deux Commandants Suprêmes Alliés (SACEUR et SACLAN), elles sont encore plus éloignées de l'ancienne conception d'une armée guerrière. Leur but n'est pas seulement d'agir en cas de conflit, mais surtout, par leur puissance et leur vigilance, de rendre une guerre si peu profitable que personne n'oserait s'y embarquer. Elles ne cherchent donc pas en premier lieu à défendre, mais à dissuader. Les deux articles qui suivent, « Défense et Diplomatie » et « Soldats du Parti », examinent différents aspects de l'organisation militaire.





(Photo du Musée de l'Armée, Paris)

DÉFENSE ET DIPLOMATIE

LA politique étrangère et la politique de défense sont deux notions très anciennes. Leur origine remonte à l'époque où les premiers Etats ont apparu dans l'histoire. Car ces Etats avaient, quoique sous une forme primitive, des gouvernements qui déterminaient la conduite à suivre vis-à-vis des voisins.

En tant que fonctions gouvernementales, ces deux notions ont ceci de commun, qu'elles visent par un ensemble de moyens à protéger l'Etat des dangers extérieurs et à créer des circonstances favorables à son développement. La politique d'un pays ne se limite pas toujours au maintien de la sécurité et à la défense du territoire national, mais peut poursuivre d'autres objectifs, tels la création d'une zone d'influence, l'imposition d'une politique à d'autres pays, ou bien encore l'annexion de territoires. Il serait pourtant erroné de vouloir identifier la politique étrangère à la défense. Cette dernière ne dicte pas les aspirations nationales, bien que celles-ci soient en fonction du potentiel militaire existant. Elle ne constitue donc pas un but en soi, mais le plus important moyen employé par la politique étrangère pour arriver à ses fins.

Dans la guerre froide que le bloc communiste mène contre le monde libre, les Soviets s'évertuent systématiquement à affaiblir les pays de l'Occident, non seulement par une pression militaire, mais également par des mesures d'ordre économique et psychologique. L'aide soviétique aux pays sous-développés en est une. Car il va de soi que les efforts d'infiltration communiste dans les continents d'Afrique et d'Asie constituent un danger pour l'Occident. La propagande offre un autre exemple. Une large partie du budget soviétique est consacrée à la propagation de la doctrine communiste dans le monde entier.

Il est très important que le rôle de la défense, tel qu'il a été défini, soit respecté. Car il arrive souvent que la puissance militaire devienne un but en soi et qu'elle dicte la politique étrangère plutôt que de la suivre. Ce phénomène est, en principe, à la base des régimes militaristes et totalitaires. Les Etats-Majors reçoivent carte blanche pour mettre sur pied une vaste machine de guerre, puis ils indiquent le moment opportun pour déclencher les hostilités. L'histoire a démontré à quel point les résultats ont été désastreux

pour les pays chaque fois que leur politique s'est identifiée à la force. Le sort des grands chefs d'Etat, comme Napoléon et Hitler, n'a jamais varié sur ce point. A la grandeur de leurs conquêtes ont succédé la débâcle et la destruction.

Par contre, dans les pays pacifistes l'appareil militaire est mis sur pied uniquement dans un but défensif. Il est employé comme un moyen de dissuasion vis-à-vis des pays dont l'attitude constitue une menace contre la paix, et, du point de vue interne, augmente le sentiment de sécurité, créant ainsi les conditions favorables au développement de l'Etat. Ceci dit, il est essentiel que la politique étrangère et la politique de la défense se trouvent en étroite liaison. Cela peut s'effectuer par une collaboration continue entre les responsables des affaires politiques et ceux des questions militaires, tant sur le plan gouvernemental qu'administratif.

La collaboration en question peut s'étendre à tous les domaines qui présentent un intérêt commun pour les Etats-Majors et la Diplomatie. Les Services Militaires ainsi que les Représentations Diplomatiques disposent d'un réseau d'informations sur la structure et l'importance des forces armées du pays auprès duquel ces dernières sont accréditées, sur les plans de ce pays et ses visées. Tout renseignement obtenu par la voie militaire devrait être communiqué au Ministère des Affaires Etrangères et vice versa. Cet échange ne constitue pas un double emploi mais sert au contraire à une meilleure évaluation des éléments d'information. Car ces éléments ne proviennent pas toujours de sources autorisées et peuvent présenter un intérêt autre que celui envisagé du côté purement militaire.

Comparaison de puissance

Une étude approfondie du potentiel de guerre du pays A et de sa conformation géographique, mène les dirigeants militaires du pays B à la conclusion qu'une attaque de leurs forces armées contre celles du pays A leur assurerait la victoire. Il s'agit là d'une évaluation fondée sur une comparaison de puissance et de stratégie militaires où d'autres facteurs n'entrent pas en ligne de compte. Il se peut que le pays B ait à un moment donné la suprématie des armes sur le pays A, mais ceci n'est pas toujours suffisant pour garantir le succès de la campagne militaire. Les possibilités économiques et les ressources financières du premier pourraient être limitées au point d'entraver l'exécution de ses plans opérationnels contre le pays A, si, en raison de circonstances imprévues, la durée des hostilités venait à dépasser les prévisions de l'Etat-Major. Il est aussi à envisager que d'autres considérations, d'ordre psychologique ou météorologique, pourraient influencer ces prévisions au point d'aboutir, soit à un revers militaire, soit à un échec politique de l'agresseur.

Les armées napoléoniennes remportèrent de brillantes victoires sur tout le continent européen. Par contre, la campagne de Russie fut désastreuse. L'extrême rudesse et la longue durée de l'hiver russe créèrent pour les troupes impériales des difficultés insurmontables qui n'avaient pas été prévues. Le facteur climat joua dans ce cas un rôle déterminant sur l'évolution de la campagne. Dans la guerre russo-finlandaise de 1939-1940, la force de résistance de la nation finlandaise était un facteur que les Russes avaient certainement sous-estimé. L'acharnement avec lequel les Finlandais se sont battus n'était certes pas suffisant pour repousser efficacement une machine de guerre aussi écrasante que celle des Soviets, mais il retarda la fin des opérations et porta atteinte au prestige militaire russe.

Evaluer la situation

Au-delà de ces considérations particulières, il ne faut pas perdre de vue que ce sont les intérêts politiques qui, en dernière analyse, décident de l'ouverture des hostilités. Il appartient aux responsables de la politique étrangère d'évaluer si et quand leur pays devra recourir aux armes, et de déterminer, le cas échéant, s'il est ou non opportun de pousser le succès des opérations jusqu'à l'anéantissement des forces de l'adversaire. L'histoire nous enseigne que l'ennemi d'hier peut devenir l'allié de demain et qu'un accord, conclu avec lui avant sa capitulation totale, est parfois plus profitable que son entière destruction. Mais la force est, en principe, aveugle, et il est rare que les hommes d'Etat fassent preuve d'une telle clairvoyance.

Dans la guerre austro-prussienne de 1866, le Chancelier Bismarck sut voir plus loin. Quand, à Sadowa, les Autrichiens battirent en retraite, chacun s'attendait à voir les armées prussiennes entrer à Vienne. Pourtant, sur l'insistance de Bismarck, cette marche triomphale vers la capitale impériale n'eut jamais lieu. Si cette inutile humiliation avait été infligée à l'adversaire, il est peu probable que la Prusse eut reçu de la part de l'Empire Autrichien l'appui nécessaire pour réaliser, quelques années plus tard, ses desseins contre la France.

Rôle des alliances

Parallèlement à la mise sur pied de leur machine de guerre, les pays ont de tout temps recherché des alliances, afin de mieux protéger leurs intérêts et sauvegarder leur sécurité. Les anciens Grecs ont été les premiers à vouloir se faire des alliés, non seulement dans un but offensif, mais pour maintenir la paix et encourager le commerce. Les Empereurs romains ont basé leurs plans de conquêtes sur un système d'alliances bien organisé. Après le Moyen Age, les alliances jouèrent un rôle plus grand dans la politique extérieure des Etats



Reddition de soldats russes pendant la guerre soviéto-finlandaise, en 1939.

(Photo Keystone)

européens, surtout à partir du moment où s'est développée l'idée d'un « équilibre » entre puissances. Néanmoins, tous les accords ou traités conclus jusqu'à nos jours, indépendamment de leur nature offensive ou défensive, ont eu une même caractéristique, à savoir qu'il a fallu un « casus foederis » pour que leurs signataires concourent au but commun. En d'autres termes, les traités sont restés à l'état latent en temps de paix, et ce n'est qu'au moment de la déclaration de guerre que le mécanisme des alliances s'est déclenché.

Un organisme vivant

Après la dernière grande guerre, l'ingérence soviétique dans les affaires intérieures des pays du monde libre suscita parmi ces derniers de vives réactions. L'ONU s'avérait incapable de préserver la paix d'une manière efficace et les pays de l'Occident se voyaient contraints d'unir leurs efforts pour mieux résister aux méthodes subversives communistes et à toute agression. Pour parer à une telle éventualité, les pays qui formèrent ainsi la Communauté Atlantique s'engageaient à se porter mutuellement assistance, afin de sauvegarder leurs institutions libres et les valeurs morales sur lesquelles est fondée leur civilisation. A cet égard, le Traité de l'Atlantique Nord se distingue des alliances du type classique qui n'avaient en vue que de défendre l'intégrité territoriale et l'indépendance des Etats membres. La différence va encore plus loin.

Tandis que naguère les alliances demeuraient inactives jusqu'à l'ouverture des hostilités, l'Alliance Atlantique est un organisme vivant, qui en temps de paix travaille pour la paix.

L'Alliance Atlantique marque ainsi une ère nouvelle dans l'histoire des alliances. Elle n'est pas exclusivement préoccupée des questions de défense militaire commune, mais s'intéresse à tout problème ayant des implications politiques ou économiques, sur lequel un accord pourrait contribuer au renforcement de la puissance collective des alliés. Car il va de soi que la solidarité politique et économique de la Communauté constitue la condition préalable de sa force.

Consultation mutuelle

Pour arriver à ce résultat, une consultation étroite entre pays membres a été reconnue nécessaire. Cette consultation s'effectue au sein du Conseil, organe suprême de l'Alliance, et vise à l'adoption d'une ligne de conduite commune vis-à-vis de tout événement qui constitue une menace contre la paix. Chaque problème est largement discuté pour arriver à une coordination et une harmonisation de la politique des pays membres, soit dans un sens positif, lorsqu'il s'agit de l'attitude ou des mesures à prendre, soit dans un sens négatif, quand le manque d'action est jugé préférable à des prises de position différentes entre alliés. De cette consultation mutuelle émane la politique extérieure de

l'OTAN. Il est vrai que l'Alliance Atlantique est une coalition d'Etats souverains dotés d'institutions démocratiques et libres, et non pas un organisme supranational qui dicte leur conduite vis-à-vis des autres Etats. Par conséquent, il faut bien préciser que ce qui pourrait paraître comme étant la politique étrangère de l'OTAN même, n'est au fond que la résultante de la politique de ses membres.

Comme c'est le cas des Etats pacifiques dont la politique étrangère n'est pas subordonnée à la puissance militaire, l'Alliance Atlantique a mis sur pied un appareil de guerre qui n'est pas un but en soi, mais un simple moyen appelé à servir la politique de paix qu'elle poursuit. Cet appareil répond à deux objectifs : celui de se défendre efficacement contre une attaque armée, et celui de décourager toute tentative d'agression. Ainsi, le rôle que doit jouer la défense dans le cadre national est entièrement respecté dans le cadre de l'OTAN.

Politique atlantique

Pour atteindre ses buts de paix, la politique atlantique ne se limite pas au renforcement de l'appareil militaire, mais a également recours à d'autres moyens. C'est ainsi, qu'aujourd'hui, l'Alliance étend son action à d'autres domaines. Par exemple, la recherche scientifique et technique est encouragée par l'OTAN, afin que les efforts des pays membres puissent mener à des résultats plus

constructifs. Sur le plan de l'information, un important programme publicitaire sur les objectifs de l'Alliance est établi et financé par elle. Quant aux activités de chacun des membres, elles sont dirigées par des associations nationales et coordonnées par une organisation internationale, l'Association du Traité de l'Atlantique. Dans le domaine culturel, des mesures sont prises et des crédits alloués par l'OTAN pour encourager les échanges qui présentent un intérêt pour la Communauté.

Meilleure compréhension

Pourtant, l'appareil militaire demeure le plus important des moyens d'action. Dès la signature du Traité, les Gouvernements alliés ont reconnu que le développement du potentiel de défense était la première des nécessités. Maintenant que le bouclier des forces atlantiques est forgé, aucun effort n'est épargné pour doter ces forces d'armes toujours plus modernes et plus perfectionnées.

Il a été dit qu'il est de l'intérêt national que les responsables de la politique étrangère et de la défense se trouvent en étroite collaboration. Il en est de même pour l'OTAN. Sa structure est telle, que chaque problème politique ou autre, ayant des implications d'ordre militaire, est étudié par le Secrétariat de l'Organisation en consultation avec les Autorités Militaires alliées. A cette fin, des officiers supérieurs sont affectés auprès de l'Orga-

(Photo du Musée de l'Armée, Paris)

L'armée de Napoléon pendant la retraite de Russie, en 1812.



nisation et siègent en permanence dans les locaux du Palais de l'OTAN. Les rapports qu'établit le Secrétariat sur ces problèmes tiennent toujours compte de leur avis, et quand ces mêmes rapports sont discutés au sein des Comités ou du Conseil, des représentants du Groupe Permanent et des Hauts Commandements alliés participent aux séances, pour exposer leur point de vue et répondre aux différentes questions des délégués nationaux. Ainsi, chaque décision des Comités et du Conseil est prise après une évaluation exacte de tous les aspects du problème.

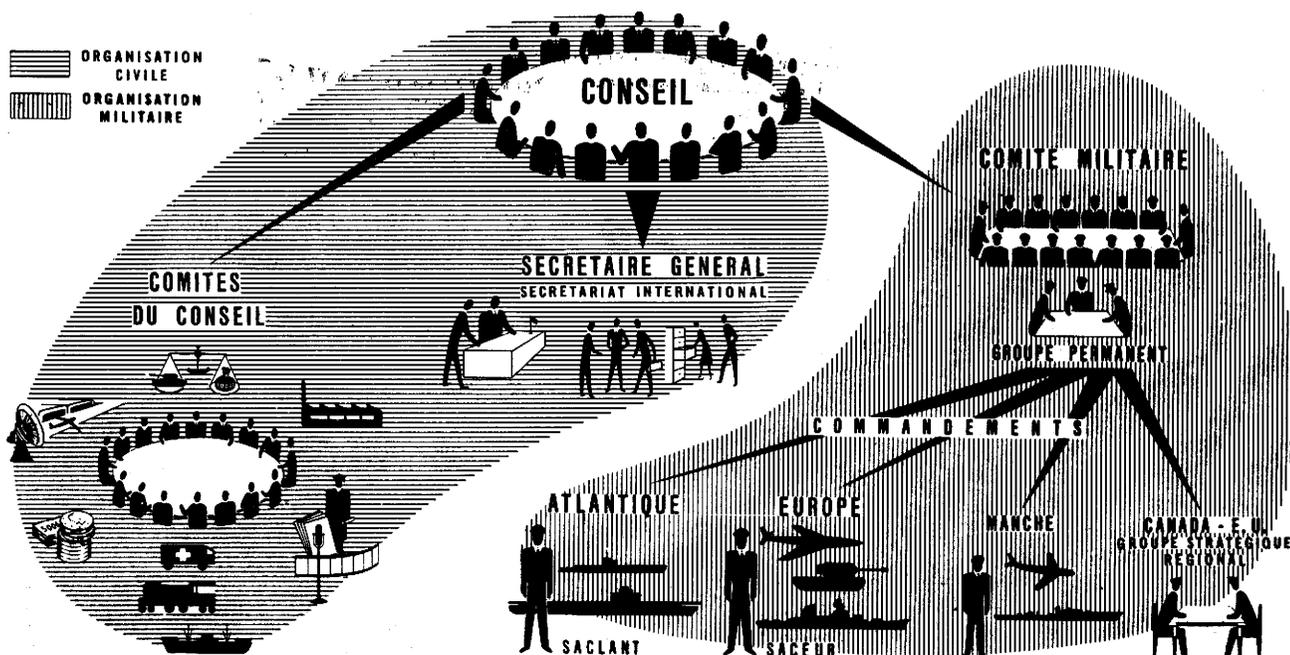
Il est difficile d'imaginer collaboration plus parfaite. L'esprit de méfiance qui semble exister souvent dans les rapports entre services civils et militaires nationaux, disparaît petit à petit dans les cadres de l'OTAN. Ceci est le résultat, non pas d'un compromis ou d'un changement de mentalité de part et d'autre, mais d'une meilleure compréhension mutuelle, dûe aux contacts quotidiens qui ont

lieu sous le même toit, dans un esprit de solidarité et de confiance en une cause commune. Ainsi, les militaires arrivent à mieux comprendre les motifs de l'attitude des civils et à justifier leurs réactions, qu'ils étaient tentés jusque-là d'attribuer à un esprit de nonchalance et d'indécision. Les civils, de l'autre côté, se familiarisent avec les points de vue des militaires et arrivent à apprécier ce qui leur semblait auparavant n'être qu'ardeur et exaltation.

Si l'OTAN s'est inspiré du principe de la collaboration politique et militaire existant dans chacun des pays membres, il a su en revanche donner à cette collaboration une forme nouvelle et bien plus perfectionnée. Aujourd'hui, les Etats membres doivent à leur tour s'inspirer de cette expérience et en faire leur profit, au double bénéfice de leur politique étrangère et de leur défense.

SPIROS CHRYSOPATHIS

STRUCTURE CIVILE ET MILITAIRE DE L'OTAN





SOLDATS DU PARTI

L'EMPLOI de la force armée dans des buts politiques a toujours fait partie intégrante de la pensée communiste orthodoxe depuis l'époque du Manifeste, publié il y a plus de cent ans. Friedrich Engels consacra en particulier de nombreuses études aux aspects militaires de la prise du pouvoir par le prolétariat sous direction communiste, et Lénine écrivit longuement sur ce même sujet. Trotsky en eut, bien entendu, une expérience pratique lors de la révolution avortée de 1905, tout comme d'autres « vieux bolcheviques », qui purent y réfléchir pendant les douze années suivantes passées dans les prisons sibériennes.

En fait, si l'on étudie le rôle alloué à la force armée dans la théorie bolchevique, il n'est guère surprenant qu'une bonne partie de sa terminologie, aussi bien avant qu'après la prise du pouvoir en Russie en 1917, soit militaire. Des phrases telles que : « assaut massif contre les positions ennemies », ou encore « retraits tactiques conçus pour préparer des offensives stratégiques », et « la formation des futurs cadres de combat » apparaissent fréquemment dans les traités bolcheviques. En un sens, il semblait logique à Lénine et à ses collaborateurs que la prise du pouvoir se situe en plein milieu d'une guerre et d'un désastre militaire.

Les anciens dirigeants bolcheviques étaient particulièrement anxieux d'empêcher la création d'une armée professionnelle qui serait détachée du Parti communiste et du peuple, et qui pourrait essayer de devenir une puissance indépendante dans la vie politique du pays. Ce fut là l'une des raisons de la fondation de l'Institut des Commissaires Politiques au cours de la guerre civile en Russie, mesure qui signifiait que tout officier d'active servant dans l'Armée Rouge était contrôlé par un commissaire expérimenté, sans la signature duquel aucun ordre n'était validé.

Lorsque la guerre civile prit fin en 1922, le nouveau gouvernement fit de grands efforts pour

s'assurer que l'Armée Rouge était parfaitement intégrée dans le régime politique communiste. Le système des Commissaires fut confirmé au cours du XIII^e Congrès du Parti de 1924, le recrutement fut strictement limité aux fils d'ouvriers et de paysans et tous les rangs personnels furent abolis. Les officiers et les soldats mangeaient dans le même mess et portaient le même uniforme, qui avait des insignes détachables indiquant les responsabilités de ceux ayant un commandement dans des Etats-Majors. Les effectifs de l'armée furent ramenés à 71 divisions, dont 29 seulement étaient d'active et assuraient la défense aux frontières, alors que le reste ne comportait que des unités territoriales. Ces dernières étaient stationnées dans les grands centres industriels et ne conservaient qu'un encadrement d'officiers d'active. Les ouvriers des usines locales et les paysans étaient appelés pour des périodes d'entraînement, mais poursuivaient entre-temps leurs activités normales. En outre, l'armée faisait l'objet d'une campagne d'endoctrinement et de propagande intensive, consacrée en grande partie à l'intégration complète des forces armées dans la vie politique du pays afin de les lier intimement aux actes du Parti communiste.

Staline et l'armée

Un système militaire fondé sur de telles bases pouvait cependant permettre de défendre l'Union Soviétique au cours de la décennie 1930, c'est-à-dire au moment où la montée de la dictature en Allemagne, en Italie et au Japon menaçait l'existence de l'Etat soviétique. Entre 1934 et 1940, Staline réorganisa l'Armée Rouge ; il abolit le système territorial et imposa à nouveau le service militaire obligatoire pour tous les citoyens soviétiques, quelle que soit leur classe d'origine. Il remit en vigueur les rangs et titres personnels, y compris ceux de Général et de Maréchal de l'Union Soviétique et modifia le système des Commissaires pour permettre aux

Commandants d'exercer une responsabilité directe sur l'entraînement militaire aussi bien que politique et sur l'efficacité de leurs unités et formations. Grâce aux programmes d'industrialisation quinquennaux, l'armée commençait à recevoir des armes nouvelles plus compliquées, de sorte que les normes d'éducation et d'efficacité technique de ses chefs augmentèrent.

Craintes fondamentales

Il est évident que cette contradiction entre le genre d'armée nécessaire à une défense nationale efficace et les craintes fondamentales de voir une armée non politique devenir une puissance indépendante au sein de l'Etat, constitua l'une des raisons de la brutale purge de l'Armée Rouge effectuée par Staline entre 1937 et 1939, purge qui vient d'être dénoncée par M. Khrouchtchev. En 1937, le système des Commissaires fut remis en vigueur, mais lorsque la guerre contre la Finlande en démontra les inconvénients, Staline l'abolit de nouveau. Il essaya d'assurer l'intégration complète de l'armée dans la vie politique du pays en choisissant les membres du Haut Commandement parmi les soldats qui lui devaient une allégeance personnelle, y compris les Maréchaux Timoshenko, Budenny, Voroshilov et Kulik.

L'invasion allemande de la Russie en 1941 provoqua d'abord de graves tensions dans les relations entre l'armée et le Parti, surtout en raison des défaites de l'Armée Rouge en Russie occidentale et centrale qui coûtèrent aux Russes environ deux millions de prisonniers, y compris de nombreuses défections volontaires qui suscitérent un défaitisme massif dans la population. Le blâme général en fut rejeté sur le Parti qui n'avait pas assuré une défense efficace du pays. Staline et ses collègues prirent rapidement conscience du fait que le peuple et l'armée ne pouvaient être unis que si l'on faisait appel au nationalisme russe. Dans la campagne



déclenchée pour exciter ce patriotisme, on fit de l'Armée Rouge le sauveur de la nation. L'endoctrinement politique fut mis sous le boisseau et, vers 1945, l'armée (tout particulièrement les généraux et maréchaux victorieux) se trouva investie d'un prestige auprès du peuple bien supérieur à celui du Parti.

Après la guerre, Staline amena rapidement l'armée à raison et restaura au Parti, qui se personnifiait en lui-même, le contrôle complet des forces armées. Les généraux victorieux furent mis à la retraite ou exilés dans des régions lointaines ; l'espionnage de la police secrète fut intensifié à l'intérieur de l'armée, ce qui suscita une atmosphère de crainte, même chez les officiers du rang le plus élevé. A l'époque de la mort de Staline, en 1953, on peut dire que si l'armée occupait une position entourée d'honneurs, elle avait perdu son pouvoir et était totalement tributaire de la machine de contrôle personnelle de Staline, ce qui permit à ce dernier de lier l'armée à tous les actes d'oppression qu'il exécuta au nom du Parti communiste.

Khrouchtchev et l'armée

Staline conserva donc le plein contrôle de l'armée grâce à la terreur et personne n'était en mesure de lui tenir tête. Une situation tout à fait différente se présenta cependant lorsque M. Khrouchtchev commença la lutte pour le pouvoir. Il lui fallait l'appui de l'armée contre ses rivaux ; en partie du fait de ses états de service pendant la guerre et de ses liens personnels avec les principaux chefs de l'armée lors de la bataille de Stalingrad, où il était Commissaire Politique, et en partie en raison des promesses qu'il fit d'améliorer la position de l'armée dans l'Etat, il réussit à s'assurer l'appui des chefs militaires, tels que les Maréchaux Joukov, Koniev, Malinovski et Ghuikov. Ils l'aidèrent dans sa lutte contre Béria, (ce qui leur permit d'anéantir une bonne partie du réseau qu'avait constitué la police secrète à l'intérieur de l'armée), contre Malenkov en 1955 et même dans son épreuve de force finale avec Molotov, Kaganovich et Malenkov en juillet 1957.

Entre-temps, l'armée prospérait : les promotions furent accélérées et les chefs militaires virent s'accroître leurs privilèges, leurs pensions de retraite et leur prestige d'ensemble. En 1957 cependant, une crise parallèle s'était développée dans les rapports entre l'armée et le Parti, en raison de l'excès de confiance du Maréchal Joukov et de sa conviction qu'il était indispensable à Khrouchtchev. Joukov décida ouvertement, selon ses propres termes, « de mettre les travaux politiques au service de l'efficacité militaire » et, pendant qu'il était Ministre de la Défense, il n'autorisa l'endoctrinement politique que dans la mesure où cela contribuait, selon lui, à améliorer la formation militaire. La majorité de l'instruction du Marxisme-Léninisme théorique étant ainsi exclue, les dirigeants du Parti

s'alarmèrent et leurs anciennes craintes au sujet d'une armée indépendante non politique ne firent que s'accroître. Khrouchtchev résolut de s'attaquer directement à Joukov : il l'envoya visiter la Yougoslavie alors qu'il préparait le terrain pour son renvoi et, à son retour en octobre 1957, le Maréchal fut placé devant un fait accompli.

La chute du Maréchal Joukov ouvrit une ère de réajustement des relations entre l'armée et le Parti et de la position de l'armée dans la vie politique soviétique. Khrouchtchev a essayé d'imposer son idée de l'équilibre entre le professionnalisme nécessaire à l'armée pour qu'elle soit efficace (tout spécialement du fait de la complication technique croissante des armes nucléaires et des fusées) et le contrôle complet des forces armées par le Parti communiste. Les principales méthodes auxquelles il a eu recours pour maintenir les forces armées dans la position voulue peuvent se ranger sous quatre têtes de chapitre :

(a) Pénétration idéologique incessante des forces armées.

Au printemps de l'année 1958, un nouveau statut des travailleurs du Parti dans les forces armées fut publié et rendit obligatoire pour chaque unité de consacrer un minimum de 50 heures de base par an à l'instruction politique, pendant les périodes d'entraînement militaire. Ce programme devait être consacré avant tout à la théorie marxiste-léniniste, dont on admettait que c'était le maillon le plus faible de l'endoctrinement politique. Le niveau des conférences sur l'idéologie devait être amélioré et la pratique qui s'était développée sous le régime de Joukov de faire confiance aux officiers pour assurer le travail intérieur politique devait être abandonnée. Les officiers supérieurs devaient prendre leur place dans le programme et tous les officiers commandants devaient suivre des conférences régulières et procéder à d'autres études politiques. Les officiers des services les plus techniques — et leur nombre s'accroît de toute évidence en notre ère d'armes nucléaires et d'engins guidés — ne pouvaient être exemptés de l'endoctrinement politique. Les commentaires dans la presse militaire allèrent même jusqu'à suggérer que le but idéal serait l'interchangeabilité des spécialistes des affaires militaires et politiques, quelques exemples étant donnés dans des discours prononcés au XXII^e Congrès du Parti en octobre. Tout semble indiquer que les dirigeants actuels de l'U.R.S.S. ont déclenché une campagne qui, à en juger par sa portée et son intensité, a pour but de former un type idéal de soldat soviétique, dont le loyalisme envers le Parti doit avoir le pas sur celui envers sa profession militaire ou même son pays.

Le sérieux de cette campagne fut souligné pour l'Armée Soviétique par un bouleversement dans les échelons suprêmes de l'Administration Politique du Ministère de la Défense. Pour la première fois dans son histoire, cette Administration

fut placée sous la direction d'un officier supérieur de l'armée d'active, le Maréchal Golikov, sans doute afin que ses interventions dans les affaires militaires soient plus acceptables aux yeux des officiers supérieurs. Pour la première fois également, le Chef de l'Administration Politique est devenu membre à part entière du Comité Central. Des remplacements eurent lieu dans le personnel et, en plusieurs cas, les chefs des directions les plus importantes furent promus pour recevoir des pouvoirs accrus. Il est devenu évident que l'officier politique doit prendre une part active à tous les aspects de la vie militaire de l'unité, et qu'il ne doit pas y avoir de restrictions à ses droits de critiquer ou d'encourager, dans l'intérêt de l'efficacité générale et du loyalisme politique. Cette pénétration idéologique, qui a été accélérée depuis la chute du Maréchal Joukov, doit probablement être considérée comme la politique fondamentale du Parti dans la lutte pour la suprématie au sein des forces armées.

(b) Engagement des officiers supérieurs vis-à-vis de la politique du Parti.

Les dirigeants du Parti ont pris des dispositions pour que, dans la mesure du possible, les chefs militaires soient engagés aux yeux de la population par les décisions des auteurs civils de la politique. Les principaux chefs militaires ont été élus au Comité Central du Parti depuis l'époque de la guerre civile et, à l'heure actuelle, des maréchaux et des généraux en sont membres à part entière. Les Commandants de Régions appartiennent aussi aux Comités Républicains du Parti ; c'est ainsi que le Commandant de la Région Militaire de Kiev, le Général Koshevoi, est membre du Comité Central du Parti Communiste Ukrainien. Une publicité beaucoup plus grande a été donnée récemment au fait que les soldats de métier assistent aux sessions politiques de ces Comités, parlent et votent sur les mesures prises par le Gouvernement, surtout celles qui ont trait aux plans économiques et industriels énoncés par M. Khrouchtchev dans ses « Thèses économiques » de 1957, ainsi qu'aux programmes politiques du XXI^e et XXII^e Congrès du Parti. Cette tendance est particulièrement importante du fait qu'en liant l'armée à la politique du Parti, on peut empêcher l'opinion publique de se créer une image des chefs militaires qui leur attribuerait tout le mérite du patriotisme en temps de guerre, sans leur faire partager la responsabilité des aspects moins populaires de la politique du Parti. Khrouchtchev veut donner l'impression que l'armée est tout aussi engagée par les décisions du Parti que les civils.

(c) Contrôle des personnalités.

Le troisième facteur essentiel du contrôle de l'armée par le Parti est le choix des personnalités destinées aux postes-clés du Haut Commandement. Ce choix semble fondé non seulement sur la confiance que l'on peut accorder sur le plan politique aux officiers intéressés, mais aussi sur leurs

liens avec M. Khrouchtchev et la façon dont ils lui sont redevables. J'ai déjà mentionné l'étroite association entre Khrouchtchev et le groupe de généraux avec lequel il servit pendant la bataille de Stalingrad. On peut dire actuellement — et cela semble une politique délibérée de Khrouchtchev — que presque tous les postes-clés de l'Armée soviétique se trouvent entre les mains des membres de ce groupe, qui comprend le Maréchal Malinovski, Ministre de la Défense, les Maréchaux Eremko et Grechko, ses adjoints, le Maréchal Moskalenko, Commandant des Forces Stratégiques de Fusées, et les Commandants d'un grand nombre des régions militaires les plus importantes, ainsi que les chefs des Commandements de l'Aviation, de la Marine, et de la Défense Aérienne. Ce choix des personnalités en fonction du loyalisme personnel renforce le contrôle du Parti déjà réalisé par l'endoctrinement et l'appareil politique au sein des forces armées ; il constitue aussi un important facteur en soi.

(d) Supervision de la police.

Quatrièmement, il y a la supervision de la police. Bien que le réseau de la police secrète au sein de l'armée ait perdu de son poids depuis la chute de Béria, il existe toujours et a des pouvoirs considérables d'enquête, d'interrogation et d'arrestation lorsque les officiers sont soupçonnés de manque de loyalisme envers le pays ou le Parti. Le point important à cet égard est que ce réseau semble être subordonné à la Direction du Parti et peut de fait être classé comme instrument de contrôle du Parti sur l'armée.

Ayant exposé la base idéologique du système militaire soviétique, je voudrais maintenant aborder la doctrine militaire de l'U.R.S.S. et le genre de bataille que les puissances communistes s'attendent à mener si la guerre éclatait. Cela aussi permet de se faire une impression de l'atmosphère qui existe dans l'armée. La pensée militaire soviétique a fait l'objet de profonds changements depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale et traverse actuellement une autre période d'ajustement. Il est cependant possible, en étudiant les journaux russes spécialisés, de se faire une idée du type de guerre que les dirigeants soviétiques décrivent aux officiers de leurs forces armées. C'est ainsi qu'un journal politico-militaire du Ministère de la Défense de l'U.R.S.S. faisait la description suivante de la guerre moderne dans l'un de ses récents numéros, publié depuis le début de la crise de Berlin l'été dernier :

« Si les impérialistes déclenchent une autre guerre, ce sera très probablement une guerre mondiale, un choc entre de puissantes coalitions représentant deux camps sociaux, économiques et politiques. Cela permet d'en déterminer à l'avance la portée, l'intensité et la durée. En ce qui concerne les méthodes et les formes du conflit armé, elles sont dominées par le fait que les principales armes de destruction seront nucléaires et que les véhicules

pour les lancer seront des fusées diverses. L'influence prédominante des engins nucléaires ne remplace cependant pas complètement les autres armes, mais en change la forme. En plus de la création de forces stratégiques de fusées, les forces classiques (terrestres, aériennes, navales) restent nécessaires et font l'objet d'améliorations constantes afin de les doter de fusées. Elles changent donc d'aspect et leurs possibilités correspondent de plus en plus aux moyens du principal type de force armée, celui à fusées, ainsi qu'au caractère de la guerre en général. Si les forces terrestres ont cédé la première place aux forces de fusées, ce sont les chars qui prédominent maintenant au sein de l'armée de terre.

Dans la situation moderne, le rôle des bombardiers a diminué alors que celui des avions de reconnaissance et de transport a augmenté. Les forces d'attaque aériennes ont reçu de nouveaux moyens et les forces de défense aériennes occupent maintenant une des toutes premières places. De récents progrès ont réduit le rôle de la flotte de surface, tandis que les sous-marins dotés de moteurs et d'engins nucléaires sont devenus l'une des armes les plus importantes du conflit.

Maintien des effectifs

Notre science militaire affirme que la puissance et la variété des armes et du matériel ne doivent pas aboutir à une réduction sensible des effectifs. La guerre moderne exige des armées de masse de plusieurs millions d'hommes. Le rapport entre les forces directement liées aux opérations militaires ou en contact avec l'ennemi et celles qui prennent part au conflit sous une autre forme peut changer en faveur de ces dernières, à savoir les forces dotées de fusées, les forces de défense aérienne ou civile et les autres qui ne sont pas mêlées aux opérations des forces terrestres, aériennes ou maritimes.

A l'heure actuelle, il existe des armes qui sont à la disposition immédiate de la direction stratégique d'un pays en guerre et qui peuvent être utilisées pour exécuter instantanément un grand nombre de missions. En se servant directement des engins dotés d'ogives nucléaires, la direction stratégique peut influencer toutes les actions ultérieures de ses forces armées et déterminer à l'avance leur succès. Un tableau semblable se dessine au niveau opérationnel et tactique. Autrefois, les tirs d'artillerie étaient nécessaires pour appuyer les unités et formations de n'importe quelle importance. Une attaque avec des hommes et des chars était précédée d'un barrage d'artillerie, alors qu'aujourd'hui, les tirs de fusées déterminent les principales missions confiées à une unité, tandis que les autres éléments viennent compléter l'œuvre de la force de frappe nucléaire ».

L'article poursuit en disant que, dans le domaine de la guerre terrestre, des concepts tels que

celui de l'encerclement, employé avec succès au cours de la Seconde Guerre Mondiale, avaient perdu de leur valeur à l'ère des armes et engins nucléaires. Dans les conditions actuelles, il serait dangereux de masser des troupes comme on le faisait avant toute grande opération sur le front germano-soviétique. Cette tactique a été remplacée par la concentration de la puissance de feu à partir de positions dispersées. (L'auteur de l'article déclarait que, malgré l'apparition d'armes de destruction massive, le soldat restait toujours l'élément le plus important dans les forces soviétiques car il devait manipuler et réparer le matériel mis au point par les savants et ingénieurs soviétiques).

Pour conclure, l'article disait que personne ne peut savoir l'effet des armes nucléaires sur le moral des troupes puisque l'expérience n'en a pas encore été faite. Une des tâches essentielles du Haut Commandement et de la pensée militaire soviétique consiste donc à préparer les troupes physiquement et mentalement à supporter le choc des armes nucléaires. Il faudra maintenir leur moral et leur désir d'être victorieux à un tel point qu'ils puissent exécuter leurs missions militaires efficacement, même sous le choc d'une attaque atomique. Un tel sentiment pourrait être partagé par n'importe qui et nous rapproche autant de l'esprit militaire soviétique que l'endoctrinement par le Parti nous en éloigne.

MALCOLM MACKINTOSH

(Photo Keystone)



Lettre de Copenhague

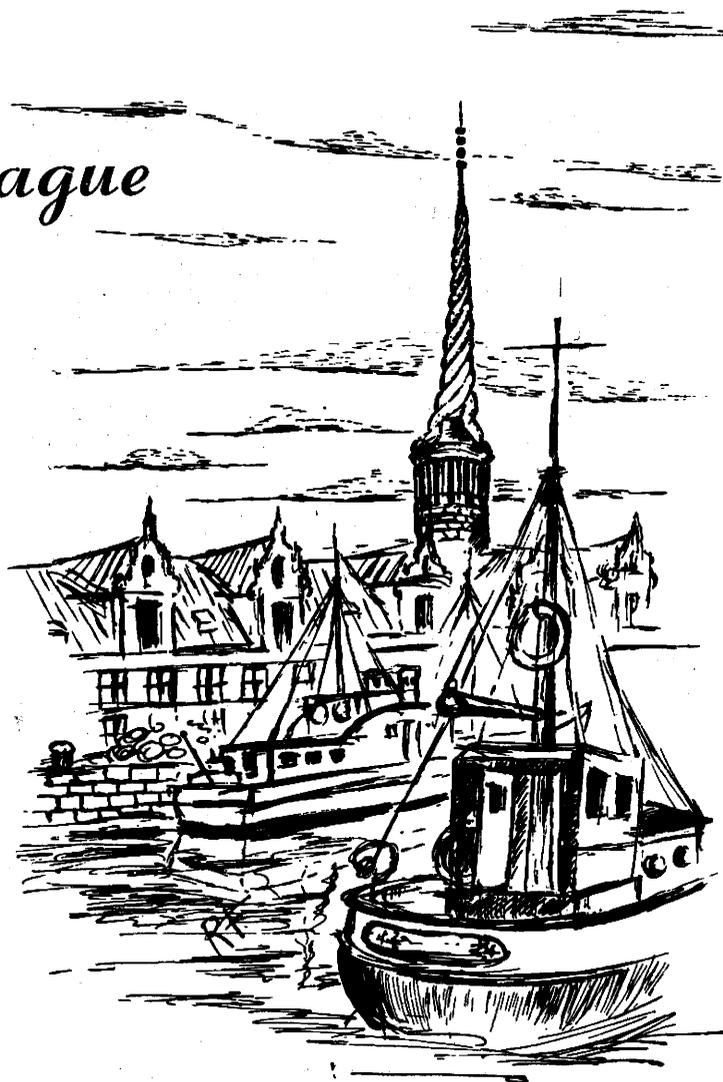
ON dit qu'au Danemark, les révolutions s'arrêteraient à l'heure du déjeuner et se dérouleraient à l'intérieur s'il se mettait à pleuvoir.

Mais personne ne peut le vérifier puisqu'on n'a jamais vu de révolution danoise. Comme l'a écrit le correspondant du *New York Herald Tribune*, Don Cook : « Les Danois se contentent de casser des assiettes au Jardin Tivoli (cinq boules de bois pour une couronne) ».

Cet été, cependant, les Danois ont frisé la révolte : ils se sont soulevés contre leur gouvernement de la façon la plus brutale qu'ils aient pu imaginer. Ils n'ont pas lancé des pierres, ni des pommes cuites ; pis que cela, ils ont jeté l'argent par les fenêtres. Après un accord fortement teinté de compromis avec les deux plus grands partis de l'opposition — parti libéral agricole et parti conservateur — le gouvernement de coalition radical-socialiste a instauré un impôt sur les ventes pour limiter la consommation. Mais celui-ci n'est pas entré en vigueur immédiatement. Un délai de six semaines était laissé aux consommateurs pendant que l'administration cherchait les voies et moyens d'appliquer la taxe qui ne sera pas perçue directement au stade du détail mais sera introduite à l'échelon du gros — (certains articles allant des denrées alimentaires aux journaux, en étant exemptés) et le peuple danois s'est jeté dans une orgie d'achats, si bien que, vers la mi-juillet, on avait de la chance si l'on trouvait encore à acheter une voiture, un réfrigérateur, un aspirateur ou toute autre « incommodité moderne » — comme l'a dit si justement Mark Twain. Etait-ce de l'intérêt politique appliqué, ou comment fallait-il appeler cela ? Une révolution ? Plutôt une mutinerie contre une loi qui menaçait tous les symboles essentiels de la société moderne et qui ébranlait le fameux « pays de cocagne » ?

Politique et impôts

Au Danemark, Etat « social » par excellence, les dirigeants se plaignent souvent que le peuple ne s'intéresse pas assez à la politique ; mais qu'est-ce que la politique ? Cela signifie des impôts élevés et un tas d'ennuis qui varient selon le parti qui est au pouvoir. Il y a, bien entendu, certaines questions fondamentales sur lesquelles on peut discuter, mais la plupart d'entre elles concernent des problèmes qui doivent être résolus de toutes façons, et qui le seront par la force des choses. Prenons, par exemple, la défense nationale : c'est une néces-



site, et seuls ceux qui n'ont véritablement pas le désir d'avoir le pouvoir de changer les choses peuvent s'offrir le luxe de critiquer nos dépenses militaires. Prenons ensuite la sécurité sociale : elle est indispensable, bien que ses modalités d'application et de gestion puissent faire l'objet d'un débat sans passion. Il y a quelques années encore, tous les partis politiques tenaient à faire croire aux électeurs qu'ils étaient les premiers à avoir pensé à la retraite des vieux travailleurs. Alors, de quoi reste-t-il à discuter ?

A l'heure actuelle, cependant, l'intérêt que les Danois portent à la politique a atteint son point culminant. L'essence même de leur foi politique a été menacée, l'existence de l'« Etat paternel » semblait mise en jeu et il fallait à tout prix sauver ce qui le symbolisait : l'automobile. Achetez aujourd'hui ou jamais ! C'était une « Boston Tea Party » à rebours puisque l'on retirait le thé de la mer. Curieuse campagne d'épargne, où les gens cherchaient à gagner de l'argent en en dépensant. Il ne

faut naturellement pas prendre tout cela trop au sérieux parce que la taxe de vente (que les Danois ont surnommée « oms'en » par abréviation d'un mot suédois) ⁽¹⁾ s'est probablement installée pour toujours. Même si les Danois se dépêchent d'acheter des postes de télévision, des réfrigérateurs, des machines à laver, des motobécanes et des canots à moteur, l'effet de l' « oms » ne s'en fera pas moins bientôt sentir, et cela pendant des années. Les experts financiers disent qu'il servira à limiter les achats d'accessoires, ce qui, pour nos contemporains, est un véritable « droit de l'homme » !

« Lâcher de la vapeur »

L'ironie de la situation apparaît toutefois clairement à qui a l'audace de se souvenir du slogan lancé par le parti social-démocrate lors des dernières élections parlementaires : « Rendons meilleur le bon temps ». Cela, le peuple pouvait le comprendre, surtout dans un pays où l'abondance d'emploi de ces dernières années venait s'ajouter au niveau de vie élevé. Le premier ministre par intérim, Jens Otto Krag, alors ministre des Affaires étrangères, a eu un certain courage de déclarer publiquement au cours des négociations sur l' « oms », qu'il fallait « lâcher de la vapeur », la pression de la chaudière étant devenue dangereuse. C'était nécessaire en effet. Nul homme d'Etat ne tient à provoquer du chômage, mais le Danemark est sur le point d'adhérer au Marché commun et se trouvera un jour devant l'âpre concurrence de pays moins évolués sur le plan social et au niveau de vie élevé. Les salaires au Danemark ont subi une hausse considérable ces derniers temps ; rien qu'au cours de l'année dernière, ils ont monté de quelque 15 %, tandis que la production n'augmentait que de 7 % environ. Le déficit est flagrant pour quiconque fait la soustraction.

Le pouvoir des syndicats

L'ennui, d'après les économistes, c'est que si un groupe de travailleurs émet une revendication justifiée, automatiquement tout le monde réclame une augmentation. Comme tant d'autres pays occidentaux, le Danemark est affligé de syndicalisme et l'homme de la rue est incapable de discerner où commence le pouvoir des hommes politiques et où s'arrête celui des syndicats — le cas échéant. Il fallait que le bon temps s'améliore de plus en plus jusqu'à ce qu'il risque de devenir trop beau pour être vrai. Il serait naturellement dangereux d'en arriver au point où la phrase : « Qu'ils mangent de la brioche ! » reçoit du peuple la réponse suivante : « Vous ne voulez tout de même pas qu'on mange du pain ! ».

(1) Son nom officiel, « Omsaetningsafgift » vient des mots : omsaetning = transaction, achat, et afgift = impôt, taxe.

Ainsi donc, nous avons l' « oms », en plus des autres impôts et voilà tout. Un ralentissement général de la construction, l'un des objectifs visés par l' « oms » pour « lâcher de la vapeur », commence à se faire sentir. Un mauvais été pourrait compromettre les récoltes et susciter de nouveaux problèmes. On négociera au printemps de nouvelles conventions collectives. La coalition entre les démocrates-sociaux et le petit parti des radicaux-libéraux n'est guère solide et ne repose pas sur des affinités sincères ni sur une communauté de points de vue. Le Premier ministre, M. Viggo Kampmann, qui a repris ses fonctions en août après trois mois d'absence à la suite d'une crise cardiaque, a eu son mot à dire sur l'esprit conservateur qui existe et fonctionne au sein du parti social-démocrate, auquel il appartient. Il a dit que si, comme beaucoup le croient, la chanson de la coalition en est à son dernier couplet, celui-ci pourrait bien durer longtemps. M. Kampmann a tout lieu de penser que c'est lui-même qui écrit la chanson — qu'elle soit courte ou longue — et non les radicaux. D'autre part, il puise son inspiration auprès des puissants dirigeants syndicalistes.

Il se rappellera sans doute aussi que la musique n'est plus écrite au Danemark mais est un produit du marché mondial avec des harmonies nouvelles et des rythmes trépidants. A longue échéance, et quand le Marché commun sera devenu une réalité quotidienne au Danemark, les paroles de la chanson elles-mêmes ne seront peut-être plus qu'une traduction en Danois et comprendront de nombreux mots étrangers qui se révéleront intraduisibles. Ils devront par conséquent être acceptés et introduits tels quels dans la langue danoise si les compatriotes de M. Kampmann veulent pouvoir continuer à chanter.

KNUD MEISTER.

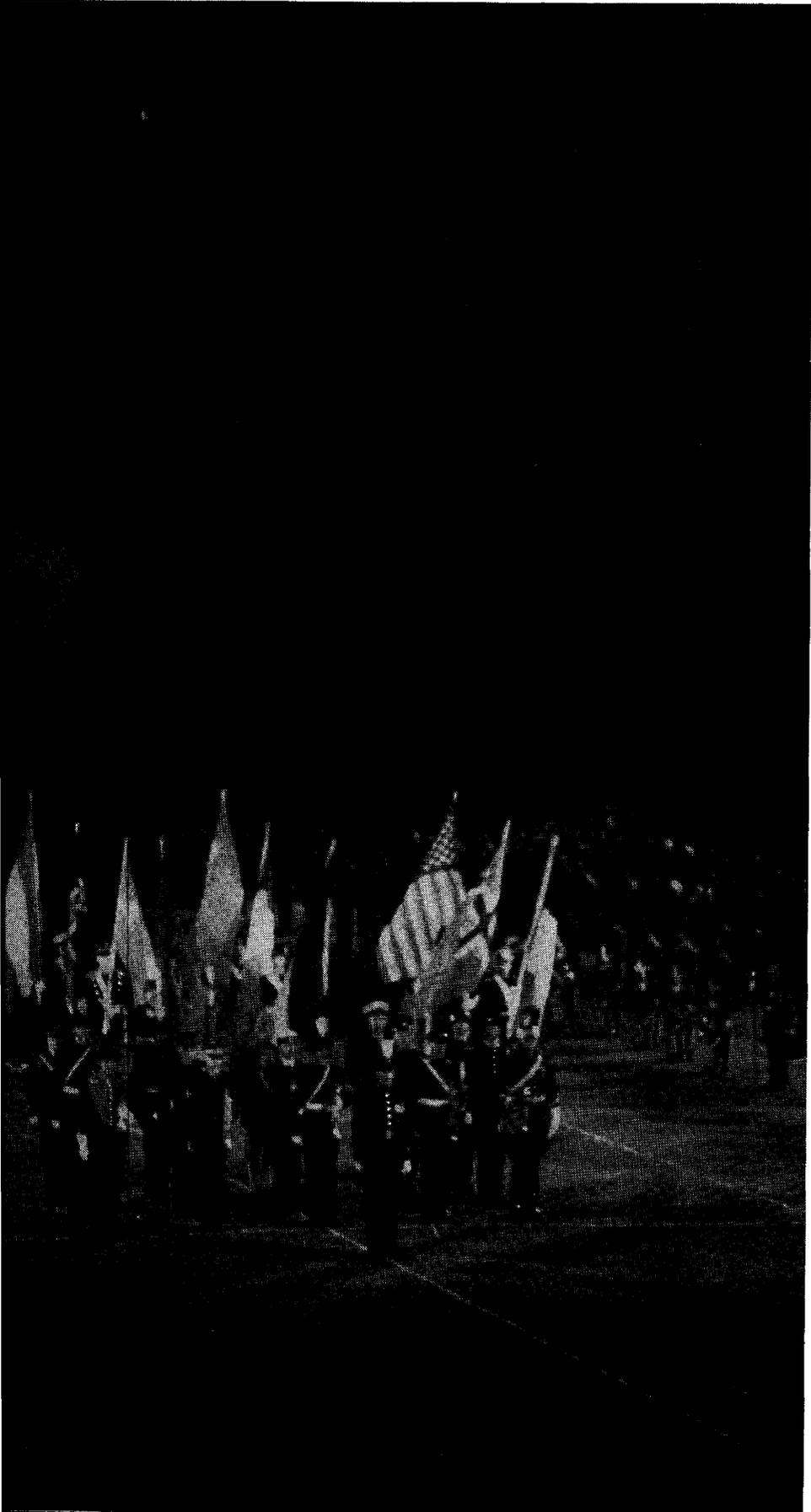


UNE FANFARE...



Un musicien italien a failli manquer les premières notes.

Un musicien néerlandais attend impatientement le signal du départ.





...QUINZE PAYS

(photos OTAN par Dominique Berretty)

Une grande manifestation militaire de l'Alliance connue sous le nom de « NATO Tap» a eu lieu pour la cinquième fois à Arnhem (Pays-Bas) en juillet dernier. Le clou de cet événement pittoresque était une parade composée de soldats de quatorze armées alliées et d'un garde-côte islandais. (photo en face, à gauche).





Le maestro italien a l'air décidé d'obtenir un maximum de résultats avec sa « fanfare atlantique ».



Tous les soirs pendant une semaine, sous le feu des projecteurs et devant près de 8.000 spectateurs, plus de 600 musiciens et participants en provenance de tous les pays de l'OTAN ont été mis à l'épreuve sur la place principale d'Arnhem. Il y eut aussi des concerts pendant la journée. De haut en bas : des musiciens anglais, néerlandais et belges.

(Photos OTAN par Dominique Berretty)



LA JEUNESSE ET LES AFFAIRES INTERNATIONALES

IV^e CONFÉRENCE ATLANTIQUE DE L'ENSEIGNEMENT

STRASBOURG, qui a été pendant des siècles l'enjeu d'une lutte fratricide entre peuples, est devenue l'un des hauts lieux de la coopération européenne d'après-guerre. Sous l'ombre de sa cathédrale gothique en grès rose des Vosges et non loin de son Université où Goethe fut étudiant en 1770 se trouve le siège du Conseil de l'Europe. C'est là que la Quatrième Conférence biennale de l'Enseignement, organisée par le Comité d'Education de l'Association du Traité de l'Atlantique, eut lieu du 23 au 28 juillet dernier. L'endroit n'aurait pas pu être mieux choisi pour mettre les délégués des quinze pays de l'OTAN dans une ambiance propice à un examen approfondi de leur thème : « Actualité internationale dans l'enseignement secondaire ». On dit que Goethe grimpaient souvent jusqu'au sommet de la Cathédrale pour vaincre son vertige physique. L'histoire ne précise pas si le grand écrivain allemand a réussi dans ce domaine, mais il semble bien avoir partagé avec Strasbourg un sens de l'équilibre des pensées. M. Modinos, Secrétaire Général Adjoint du Conseil de l'Europe, en a été l'interprète dans son discours de bienvenue et un tel esprit de coordination internationale régnait dans la grande salle du Comité des Ministres que personne n'aurait sans doute été choqué si l'huissier n'avait pas enlevé à la dernière minute les places réservées à l'Autriche, l'Irlande et la Suède lors d'une réunion précédente.

Pionniers ou traîtres

La séance d'ouverture a été marquée par un discours du Général Valluy, Secrétaire Général de l'ATA. L'ancien Commandant en Chef des Forces Alliées Centre-Europe a placé la réunion dans sa véritable perspective internationale. Après avoir souligné l'influence déterminante des éducateurs sur la jeunesse et aussi sur leurs concitoyens de tout âge, il explique comment le monopole de la Défense a échappé aux militaires pour devenir la réaction de tout un organisme. Voici un passage important de son exposé : « Il s'agit dans un rapport de forces imposé par notre antagoniste de faire triompher des valeurs morales et d'abord la liberté d'apprécier ces valeurs morales... et de répondre par une logique interne et des objectifs à long terme à toutes les formes de guerre larvées ou ouvertes qui constituent pour le communisme l'essence même de l'histoire. La défense pour la Liberté n'est solide que si elle repose sur l'adhésion des citoyens et sur un minimum de volonté, ou alors on admet les fins du communisme qui sont ce qu'elles sont mais fondamentalement la fin du libéralisme. C'est pourquoi chacun de nous est — qu'il le veuille ou non — un pionnier, un militant ou un traître, un embusqué, un suicidé volontaire...

Les éducateurs ont un rôle essentiel à jouer dans la recherche de cet humanisme atlantique qui s'ébauche un peu partout... ».

Après une courte intervention de M. Randolph Burgess, Président de l'ATA et ancien Représentant Permanent des Etats-Unis auprès du Conseil de l'Atlantique Nord, la tâche de présenter le Document de Travail incombait à M. John Eppstein, Secrétaire pour l'Education de l'ATA. Ce texte établit tout d'abord les objectifs généraux de la Conférence et souligne que tous les pays atlantiques reconnaissent que « l'éducation civique doit habituer les jeunes à être curieux du monde qui les entoure, à chercher à le connaître et à le comprendre » (l'une des conclusions du Stage sur l'Education Civique organisé par le Conseil de l'Europe à Florence en septembre 1961). Abordant ensuite les problèmes du professeur dans un monde divisé, le Document déclare qu'il faut « amener les élèves à adopter une attitude sympathique envers les institutions, alliances et organisations internationales auxquelles leurs pays a adhéré, tout en évitant les partis-pris politiques ». Pour arriver à ce but, il est nécessaire de s'appuyer sur des valeurs fondamentales (vérité objective, loi morale), d'insister sur la fidélité aux engagements internationaux, d'éviter les arguments spécieux, de placer les institutions européennes et atlantiques dans le contexte mondial et enfin de mettre en lumière les deux faces de toute question controversable.

Centre Atlantique d'Information

Parmi les suggestions concrètes pour l'établissement d'une bonne compréhension internationale entre jeunes se trouvent celles des visites d'enseignants et d'élèves en pays étrangers, des voyages scolaires organisés, des aides audio-visuelles et de l'échange de la littérature spéciale. Cela nous amène au projet de créer un Centre Atlantique d'Information pour les Educateurs. Cette idée naquit en août 1961 lors du Séminaire Régional de Kiel organisé par la Deutsche Atlantische Gesellschaft, à la suite duquel le Comité d'Education de l'ATA désigna une sous-commission chargée d'étudier ce projet et composée de M. Ellsworth Tompkins (Etats-Unis), du Professeur Bruley (France), de M. Marsh (Royaume-Uni), du Dr Neumann (Allemagne) et de M. John Eppstein (ATA). Le Document de Travail déclare que « la Conférence appuie la proposition du Comité visant à établir un Centre qui aurait notamment comme tâche de diffuser toutes les informations utiles pour les professeurs chargés de l'enseignement civique et des affaires internationales dans toute la Communauté Atlantique. Elle espère que ce projet pourra être réalisé avec la coopération des

gouvernements, des organisations internationales européennes et des principales autorités et associations chargées de l'Éducation en Amérique du Nord ».

Ignorance des élèves

Tour à tour, les délégués des pays de l'OTAN ont pris la parole pour exposer leurs points de vue au sujet du Document de Travail. M. Coulon, Conseiller Pédagogique au Ministère de l'Éducation Nationale Belge, a insisté sur la nécessité de « démythifier » l'idée atlantique et de se fixer un objectif à la mesure du public moyen. Pour le Dr Logsdon (Etats-Unis), la fidélité aux organisations internationales n'empêche pas le patriotisme, tandis que pour le Professeur Bruley (France) il est possible d'être objectif dans la présentation de l'histoire contemporaine. Quant au Dr van Zoest (Pays-Bas), il souligne de nouveau l'importance du slogan lancé à Kiel par un délégué britannique : « Enseignez les enseignants ». M. Marsh, fonctionnaire départemental de l'Éducation en Angleterre, a insisté aussi sur le rôle du professeur qui ne consiste pas seulement à inculquer une matière mais surtout à former les esprits. L'intervention de M. Alfred Biedermann, Secrétaire Général de l'Association Européenne des Enseignants, fut particulièrement remarquée. Selon lui, ce n'est pas le souci d'objectivité qui doit nous préoccuper le plus, mais l'ignorance des élèves au sujet des questions d'actualité. Il faut donc en parler ouvertement, car les différentes opinions se neutralisent tout en stimulant la discussion.

M. Eppstein a pris bonne note de toutes ces remarques afin d'en tenir compte dans la rédaction finale des Recommandations de la Conférence. Il admet que l'un des plus grands dangers est celui de l'ignorance et encore pire de l'indifférence vis-à-vis des questions internationales. Il faut toujours tenir compte du fait qu'il existe des divisions fondamentales dans le monde actuel. Du temps de St. Thomas d'Aquin tous parlaient le même langage, mais maintenant les mots n'ont plus une signification universelle. C'est pourquoi les rapports présentés par certaines délégations sur les méthodes employées pour faire progresser l'instruction civique se sont révélés d'un intérêt capital. Le Dr Richard Hauff, professeur à Esslingen, a fait un exposé particulièrement apprécié sur la rééducation politique en Allemagne Occidentale. Avec beaucoup de franchise, il a étudié les problèmes exceptionnels qui se sont posés à son pays après la guerre. Il fallait non seulement combattre les effets nocifs de la propagande nazi, mais aussi convaincre le peuple que même si la démocratie est souvent moins efficace que la dictature, elle a néanmoins l'avantage d'assurer la liberté. Pour se forger une conscience politique, la jeunesse allemande doit savoir ce que signifie le national-socialisme et le communisme. Selon la formule citée par le Dr Hauff, il faut apprendre

aux élèves que chaque problème a trois solutions : la sienne, celle de son voisin et la bonne.

Au nom de sa délégation, Mlle Camier, Professeur au Lycée de Valenciennes, a présenté un rapport sur l'instruction civique en France. Dans l'ensemble, elle estime que les jeunes Français s'intéressent de plus en plus aux questions internationales. L'une des méthodes adoptées pour donner aux élèves une idée objective des nouvelles est de comparer les articles de différents journaux sur un même sujet. Mais contrairement à l'Angleterre où les professeurs peuvent donner leurs opinions personnelles sur des sujets politiques et religieux, le corps enseignant français est tenu de respecter une stricte neutralité. Il s'agit d'une question de tempérament, mais cela est aussi une aubaine puisque de nombreux instituteurs en France ont la réputation d'avoir des tendances marxistes. En ce qui concerne la télévision scolaire, le Comte de Bessborough, spécialiste de la question en Grande-Bretagne et Vice-Président de la Fondation Européenne de la Culture, a brossé un tableau encourageant des progrès réalisés à travers le monde pour faire de ce moyen moderne un instrument de promotion de la coopération internationale. Nous pourrions tous, d'ailleurs, prendre exemple sur la Chine communiste qui a organisé avec succès des universités par la télévision. Mais celles-ci ne doivent jamais remplacer entièrement le professeur.

Travail constructif

Toute une après-midi a été consacrée à la présentation des activités culturelles et éducatives du Conseil de l'Europe par le Directeur de cette Section, M. Anthony Haigh, et ses quatre adjoints. Il ressortait de ces exposés que l'on attache une importance de plus en plus grande aux questions d'éducation. La Conférence a pris fin par l'adoption à l'unanimité des recommandations contenues dans le Document de Travail. Les délégués ont exprimé le vœu que ces recommandations soient portées à la connaissance des enseignants par les autorités compétentes et fassent l'objet de rencontres d'éducateurs dans tous les pays de l'OTAN. Cette Quatrième Conférence Atlantique de l'Enseignement a donc fait un travail constructif. D'abord les points de vues se sont rapprochés puisque les délégations française et grecque ne se sont plus senties obligées, comme il y a deux ans, de s'abstenir du vote final pour défendre l'objectivité dans le domaine de l'histoire contre certaines interprétations américaines. D'autre part, le projet d'établir un Centre Atlantique d'Information semble avoir fait du chemin. Il reste à publier le compte rendu de la Conférence et à en assurer la plus large diffusion. Ainsi la réunion de Strasbourg, réhaussée par l'accueil de son maire, M. Pflimlin, ne sera pas seulement un bon souvenir pour ses participants, mais pourra aussi donner des résultats concrets.

JEAN DE MADRE



PLEINS FEUX

SUR

L'OTAN

Nouveau Directeur de l'Information

La nomination de M. Raban Adelman au poste de Directeur de l'Information de l'OTAN, en remplacement de M. John E. McGowan, a été approuvée par le Secrétaire Général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

Né en septembre 1912, M. Adelman a fait ses études de droit en Allemagne et aux Etats-Unis avant d'entrer au service diplomatique allemand en 1937. Après la guerre, il fit de la politique et, ayant été élu au Bundestag en 1957, il siégea à ses Commissions de la Défense et des Affaires Etrangères. En sa qualité de membre du Comité de Direction de l'Association Atlantique allemande, il a écrit des articles et donné de nombreuses conférences sur les questions européennes et atlantiques. Il a aussi participé aux réunions de la Conférence des Parlementaires de l'OTAN et de la Convention Atlantique des Nations de l'OTAN.

M. McGowan, qui a été Directeur de l'Information depuis 1959, vient d'être nommé Conseiller pour les Relations Publiques auprès de M. William R. Tyler, Secrétaire d'Etat adjoint pour les Affaires Européennes, à Washington.

* * *

Nouveau Président du Comité Militaire

L'organisation militaire supérieure de l'OTAN comprend le Comité Militaire, son organisme exécutif — le Groupe Permanent — les Commandements et un Groupe stratégique régional. Le Comité Militaire est la plus haute autorité militaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Il est constitué par les chefs d'Etat-Major de chacun des pays membres. L'Islande toutefois, n'ayant pas de forces militaires, peut y être représentée par une personnalité civile. La présidence du Comité Militaire à l'échelon des Chefs d'Etat-Major est exercée à tour de rôle, et pour un an, par les représentants de chacun des pays selon l'ordre alphabétique anglais. Le Général C. P. de Cumont (Belgique) a récemment remplacé dans cette fonction le Général Lynam L. Lemnitzer (Etats-Unis).

* * *

Homme, souris ou machine

N'importe quoi, depuis le corps humain jusqu'au char d'assaut, est une source de chaleur et d'énergie. Cette dernière peut être détectée grâce à certains appareils et utilisée pour former des images ou produire d'autres effets qui aideront à identifier l'objet. Plus de 100 savants des pays de l'OTAN ont examiné récemment une quarantaine de rapports techniques sur des sujets allant des instruments à former les images aux systèmes infrarouges les plus complets. Ces recherches poussées doivent servir à des fins civiles aussi bien que militaires. En temps

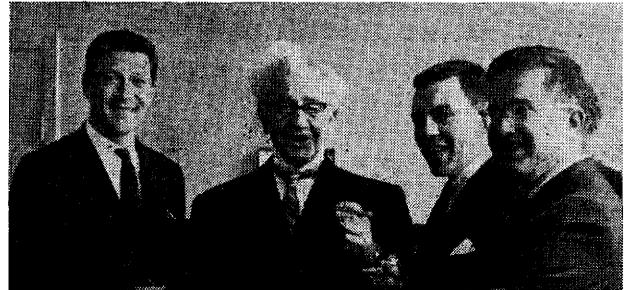
de guerre, de tels appareils permettraient d'identifier en pleine nuit un homme, une souris ou une machine.

* * *

Récentes activités de la Jeunesse

L'aspect le plus remarquable du Séminaire pour les Dirigeants de la Jeunesse des pays de l'OTAN, organisé en Islande dans le courant de l'été dernier, fut l'élevation du débat au-dessus des préoccupations purement nationales. Les problèmes de chacun furent toujours examinés sous un angle international. Une telle réunion n'avait jamais encore eu lieu en Islande et le Premier Ministre tint à ouvrir la séance inaugurale. Seul le Portugal s'était trouvé dans l'impossibilité d'envoyer un délégué. Le thème du Séminaire était intitulé : « Les dix prochaines années atlantiques ». Les quarante-trois délégués avaient une connaissance approfondie des questions politiques et économiques touchant l'OTAN, l'OCDE et la CEE, sujets qui furent à la base des discussions. Avant la clôture, l'Organisation Nationale de la Jeunesse turque (T.M.G.T.) fit savoir qu'elle envisageait d'organiser le séminaire de l'année prochaine à Istamboul, au printemps.

Une tradition s'est aussi établie d'après laquelle des étudiants appartenant à des pays de l'OTAN se réunissent chaque année dans un endroit différent. Pendant le mois dernier, le Séminaire pour Etudiants fut organisé par le Ministère de l'Education, des Arts et de la Science des Pays-Bas, sous l'égide de l'OTAN. Il eut lieu dans la Huyze de Pietersberg, à Oosterbeek, près d'Arnhem, et groupa des étudiants en Sciences politiques, Relations internationales, Economie politique et Droit. En 1963, le Séminaire pour Etudiants se réunira en Allemagne. Quant au Séminaire pour Jeunes Agriculteurs, le premier de son genre patronné par l'OTAN et organisé par le Comité Norvégien pour les Informations Internationales et la Jeunesse en coopération avec les Clubs 4-H, il eut lieu à Melsom et groupa quarante dirigeants ruraux en provenance de plusieurs pays de l'OTAN.



Le Premier Ministre d'Islande, M. Olafur Thors (au centre) avec M. Yavuz Karaozbek, délégué de l'OTAN pour la Jeunesse (à sa droite), et deux des participants au séminaire islandais.



(Photo officielle du SHAPE)

LE GENERAL NORSTAD ET SON SUCCESSEUR

Après avoir été pendant près de six ans Commandant Suprême des Forces Alliées en Europe, le Général Lauris Norstad, de l'Armée de l'Air américaine, a annoncé qu'il prendrait sa retraite avant la fin de l'année. Le voici (à droite) en conversation avec son successeur, le Général Lyman L. Lemnitzer, de l'Armée américaine, actuellement Président des Chefs d'Etats-Majors combinés des Etats-Unis.

* * *

X^e Anniversaire de l'AGARD

Près de cinq cents hautes personnalités militaires et scientifiques représentant tous les pays de l'Alliance se sont réunies récemment au siège de l'OTAN à Paris pour commémorer le Dixième Anniversaire de la création du Groupe Consultatif pour la Recherche et le Développement Aéronautiques. Cette manifestation avait pour thème le sujet suivant : « Les systèmes de vols pilotés, passés, présents et futurs ». L'AGARD est l'œuvre d'un des plus éminents spécialistes de notre époque en matière d'aéronautique, le Dr Théodore von Karman (voir les *Nouvelles de l'OTAN*, juin 1961). A cette occasion, M. Stikker, Secrétaire Général de l'OTAN, remit au fondateur de l'AGARD une médaille d'or « pour l'élan qu'il a su inspirer, pour ses réalisations scientifiques et pour la part qu'il a prise au resserrement de la coopération scientifique internationale ».

L'AGARD, qui dépend directement du Groupe Permanent de l'OTAN, est toujours prêt à donner des conseils. Le SHAPE, par exemple, a souvent recours à lui. Toutes les sources possibles de connaissance scientifique sont consultées afin d'établir un classement des informations. L'activité technique de l'AGARD se fait par groupes de travail consacrés à des questions d'une importance particulière pour l'OTAN. Ces groupes, composés d'experts nationaux désignés par les pays membres, se spécialisent dans l'étude de problèmes précis. Le Comité de Documentation joue aussi un rôle capital. Il a harmonisé la présentation des rapports techniques, a publié une étude sur les sources de documentation en matière aéronautique, a établi un dictionnaire en huit langues sur les termes utilisés dans ce même domaine et s'est occupé de l'échange de films scientifiques.

L'engin « Bullpup » en Europe

« BULLPUP », un engin air-sol américain de haute précision, sera bientôt fabriqué en Europe. En effet, quatre pays européens — le Danemark, la Norvège, le Royaume-Uni et la Turquie — ont formé un consortium dans ce but. Cette arme, considérée comme l'une des plus sûres de l'OTAN, a déjà été adoptée avec succès par les forces navales et aériennes des Etats-Unis en Europe. La fabrication des pièces sera répartie entre les membres du Consortium, tandis qu l'Amérique fournira la documentation et les services techniques. Le montage se fera en Norvège au rythme de plusieurs milliers d'engins pendant la phase initiale. Des accords techniques ont été conclus entre les cinq pays intéressés et la fabrication doit commencer à une date prochaine. Le système d'arme « BULLPUP » renforcera considérablement le potentiel de la défense aérienne de l'Europe occidentale.

* * *

Un collège atlantique en Pays de Galles

Au château de St Donat, en Pays de Galles, sera inauguré ce mois-ci un collège international pour garçons de 16 à 19 ans. Les élèves, dont un quart proviendra du Royaume-Uni et le restant d'Europe occidentale ou d'Amérique du Nord, y suivront un cours de deux ans avant leur entrée à l'Université. Ils apprendront aussi le secourisme, le sauvetage, l'athlétisme et la navigation, tout en étant encouragés à participer à l'un des services de secours. Ces derniers, ainsi que d'autres activités de ce genre, sont destinés à permettre le développement chez les jeunes du sens de la responsabilité envers leurs semblables. Les candidats doivent être aptes à atteindre le niveau universitaire et doivent parler l'anglais couramment. Pour tous renseignements, s'adresser à :

The Secretary,
Atlantic College (United Kingdom) Ltd.,
Denmark House,
17/21 Piccadilly, London, W. 1



(Photo par Terence Soames, Cardiff)

Le collège St. Donat, Pays de Galles.

SÉMINAIRE SUR LA MAGNÉTO-DYNAMIQUE DES FLUIDES

Un Séminaire sur la Magnéto-Dynamique des Fluides se tiendra au siège de l'OTAN, du 15 au 19 octobre prochain. Conçu dans le but de donner au public un vaste aperçu des fondements de cette science et d'exposer les progrès accomplis à ce jour par les chercheurs, ce séminaire sera consacré à l'étude du mouvement des fluides conducteurs dans les limites des approximations fournies par la mécanique des milieux continus. Une quinzaine de communications seront présentées par d'éminents experts ; elles traiteront essentiellement des trois domaines suivants : (1) électrodynamique de base, et modèles mathématiques des fluides conducteurs, (2) revue critique des progrès accomplis en matière de descriptions théoriques des courants conducteurs avec ou sans limites solides, et (3) tour d'horizon des applications scientifiques et technologiques. Des exemplaires du programme préliminaire, ainsi que des formulaires d'inscription, peuvent être obtenus auprès de l'Officier Exécutif du Groupe de Travail de Dynamique des Fluides, AGARD-NATO, 64, rue de Varenne, Paris (7^e), France.



Nos
Lecteurs
nous
Ecrivent

UNE IMPORTANTE DISTINCTION

Dans le numéro de juin des *Nouvelles de l'OTAN*, vous avez publié un article de « Justan » intitulé « L'URSS : Homme contre idéologie ». La question posée était la suivante : « Pouvons-nous coexister avec les Russes ? ». Or, cela semble caractériser la phraséologie floue et inconsistante de tout cet article. La thèse générale de l'auteur tendait à prouver que les Russes, pris individuellement, ne sont ni plus ni moins que des êtres humains, avec leurs faiblesses et leur fragilité ainsi que les manifestations supérieures de la nature humaine. N'est-ce pas au système communiste que nous nous opposons et non aux gens qui vivent sous ce régime ? Le Kremlin établit toujours soigneusement la différence entre les gouvernements et les peuples lorsqu'il s'en prend aux pays de l'ouest. Allons-nous répondre en oubliant de faire cette importante distinction ? Nous fournirions alors au Kremlin une occasion inespérée de propagande pour persuader les citoyens du caractère sacro-saint de l'Etat et du Parti.

La propagande communiste est déjà assez active pour que des auteurs anonymes occidentaux se dispensent d'apporter de l'eau à son moulin. Plus loin dans son article, après avoir mentionné les éléments antisociaux qui mènent une existence de parasites, « Justan » poursuit : « De tels éléments ne sont pas inconnus hors des frontières de l'Union Soviétique... Mais les pays non communistes ne prétendent pas avoir institué un système politique qui a mis au point « scientifiquement » la façon de supprimer les manifestations antisociales. Nous n'estimons pas qu'il appartient à l'Etat de le faire ». Cette dernière phrase est empreinte d'un tel caractère anarchiste que j'ai peine à croire que l'auteur était vraiment sérieux. Une rétractation ou un démenti prochain pourraient peut-être atténuer l'effet de virulente propagande anti-occidentale de cet article.

Dr Robert K. BLUNDELL,
University College,
Cathays Park,
Cardiff (Grande-Bretagne)

Réponse de « JUSTAN » :

En agitant énergiquement le gourdin dont il me menace, M. Blundell ne s'aperçoit pas qu'il le tient à l'envers. Le titre même de mon article « URSS - Homme contre Idéologie » montre bien que je n'ignore pas plus que lui « l'importante distinction » entre le système communiste et le peuple russe. Comme preuve, me permettra-t-il d'attirer son attention sur quelques passages seulement de mon article qui ne sont ni « flous » ni « inconsistants » :

« — Il est difficile de voir comment l'homme de la rue soviétique peut conserver une foi quelconque en l'infaillibilité du parti... »

« — Aucun enseignement, aucune propagande n'empêcheront l'homme de la rue soviétique... de conclure qu'il doit y avoir quelque chose d'essentiellement pourri derrière les murs du Kremlin. »

« — ...le communisme trouve très difficile de façonner la génération montante. »

Je pense effectivement qu'il n'appartient pas à l'Etat de combattre les « manifestations antisociales ». Cela est particulièrement vrai dans le cas de l'URSS où l'Etat se réserve le droit de décider de ce qui constitue un comportement antisocial. Est souvent classé dans cette catégorie le fait d'écouter les émissions occidentales, d'aimer le twist et de préférer le « Docteur Jivago » à l'Histoire abrégée du Parti communiste ».

En qualité de spécialiste des affaires soviétiques depuis de nombreuses années, je puis assurer M. Blundell que mon article n'a pas « un effet de virulente propagande anti-occidentale ». Ni la Pravda ni aucune publication communiste ne le reproduiront. Je serais enchanté qu'elles le fassent, car cela donnerait au peuple soviétique une occasion exceptionnelle de se rendre compte que la complexité de leur lutte contre le communisme est comprise par un bon nombre de leurs amis occidentaux, sauf apparemment par au moins l'un des membres du personnel enseignant de l'Université de South Wales and Monmouthshire.

« JUSTAN », membre du
« Royal Institute of International
Affairs », Londres.

NE TIREZ PAS SUR LES BOY-SCOUTS

Pour atteindre les buts de votre revue, ce que vous publiez doit satisfaire à certaines exigences du réalisme, sinon de la véridicité, même si l'on veut répliquer au défi soviétique sur son propre plan. C'est la raison pour laquelle j'ai quelques remarques à faire au sujet de l'article intitulé « URSS : Homme contre idéologie », qui a paru dans votre numéro de juin. Pour commencer, il est impossible à mon avis de considérer la mort de Staline comme une concession du Kremlin (voir page 6 du numéro en question), à moins de penser que Staline se soit suicidé ou ait été tué. Mais je voudrais concentrer mes critiques sur la façon dont l'auteur ridiculise certains préceptes moraux adoptés par le Parti communiste en 1961.

Selon « Justan », il est anormal que le Parti doive édicter des règles éthiques qui, dans d'autres sociétés, sont laissées à l'initiative des particuliers. Il trouve que certaines des attitudes exigées par le Parti vont de soi ou sont tirées tout droit d'un manuel de « Bon Scout » (voir page 8). Mais le caractère évident ou naturel de ces règles est-il une raison pour les critiquer ? Et le boy-scout ne représente-t-il pas un peu l'idée du chevalier d'autrefois ? Je n'ose pas croire qu'aux yeux de l'auteur une société dans laquelle les dites convictions morales font complètement défaut mérite encore le nom de société humaine.

Il va cependant plus loin en disant qu'il n'estime pas que ce soit la fonction de l'Etat de promouvoir un système politique pour supprimer les manifestations antisociales. Mais à quoi sert-il alors, cet Etat, si ce n'est à défendre les intérêts humains et sociaux, à protéger le bien commun et individuel contre les dangers extérieurs et intérieurs ? Certes, il est souhaitable que l'homme vivant en société remplace l'instinct par la justice et donne à ses actions la moralité qui leur manquait auparavant (voir Rousseau : *Contrat Social* livre I, chapitre IX). Mais convenons cependant que c'est une utopie de croire que cela se passe sans l'intervention de l'Etat.

Etant membre du « Royal Institute of International Affairs », l'auteur doit connaître aussi bien que moi les exemples de carence démocratique, de persécutions de criminels de guerre (ou de guerre civile), de scandales financiers, etc., qui se manifestent régulièrement dans les pays de l'Alliance. Je suis convaincu que beaucoup de ces tares pourraient être évitées si les recettes du manuel de « Bon Scout » étaient mieux observées. Cela contribuerait à réaliser les buts élevés qui figurent

dans le préambule du Traité de l'Atlantique Nord. On ne doit jamais sous-estimer son adversaire ou ridiculiser ses idéaux.

Lt-Colonel H. T. DE RAAF,
de l'Armée de l'Air Royale néerlandaise,
Van Kijfhoeklaan 26,
La Haye (Pays-Bas).

Réponse de « JUSTAN » :

Selon le Colonel de Raaf, le rôle de l'Etat est « de défendre les intérêts humains et sociaux, de protéger le bien commun et individuel contre les dangers extérieurs et intérieurs ». Les Communistes ne sont pas du même avis. Leur définition est la suivante : « L'Etat est une organisation politique de la classe dirigeante d'un pays... dont le rôle est de défendre les intérêts de cette classe et de supprimer ses ennemis » (*Slovar Russkogo Yazyka*, publié par S. P. Obnorsky, Maison d'édition officielle de dictionnaires étrangers et nationaux, Moscou, 1952).

L'une des tâches principales du Parti communiste de l'URSS est de maintenir à n'importe quel prix l'emprise du Kremlin sur les masses soviétiques. Les exemples du passé montrent clairement que le P. C. de l'URSS ne souscrit pas aux idéaux de boy-scouts ou de chevaliers errants. Ses buts actuels sont toujours aussi arrogants. Aucun camouflage moral ne peut le dissimuler. Quant à moi, je continuerai à juger le régime soviétique selon ses actes et non ses paroles. Bien sûr que la mort de Staline ne fut pas une « concession » du Kremlin. J'ai employé ce mot métaphoriquement et je suis désolé si cela a embrouillé mes lecteurs.

« JUSTAN ».

UNE FORCE DE POLICE DE L'ONU

Votre numéro de juillet-août contient deux lettres de correspondants qui s'élèvent contre ma proposition publiée en avril, selon laquelle : 1° il appartiendrait au Royaume-Uni de prendre l'initiative de créer une force de police de l'ONU, dotée uniquement d'armes conventionnelles ; 2° l'Amérique et la Russie pourraient continuer à maintenir temporairement « l'équilibre de la terreur » jusqu'à l'abolition des armes nucléaires.

Il faut admettre que ma proposition est discutable, puisqu'elle est en faveur d'une seule autorité mondiale, ce qui s'oppose à notre politique de défense classique, fondée sur le maintien de « l'équilibre des forces ». Il faudrait toutefois l'apprécier en fonction de l'organisation de sécurité prévue dans le Plan de Désarmement américain, soumis à la Conférence de Genève le 19 avril 1962. Ce Projet, qui comporte un désarmement en trois stades sous le contrôle du Conseil de Sécurité, repose sur l'autorité d'une Organisation internationale du Désarmement et d'une force de police de l'ONU aux effectifs croissants.

Le Royaume-Uni, du fait de son expérience à la fois diplomatique et militaire, a le droit et le devoir de prendre l'initiative d'établir cette force, tâche qui ne peut être assumée par l'un ou l'autre des deux géants militaires engagés dans la course aux armements nucléaires.

res. Si la Grande-Bretagne saisit la chance qui lui est offerte, elle aura la possibilité de regagner prestige et puissance dans le monde. Rien n'indique, malheureusement, que les responsables de notre politique de Défense (en majorité des officiers de carrière) se rendent compte des modifications qui s'imposent. Ils semblent attachés aux vues traditionnelles sur « l'équilibre des forces », d'où leur soutien de l'OTAN et leur opposition au renforcement de l'Autorité mondiale. Cette opinion est confirmée par mon expérience dans des organismes comme le « Royal United Service Institution », l'« Institute for Strategic Studies » et le « British Atlantic Committee », où cet aspect de la Défense suscite peu d'intérêt.

Le nœud du problème est la profonde méfiance de la Russie depuis 1917, épouvantail qui a miné toutes les tentatives de paix. M. Kennan, dans son livre « Russia and the West » nous rappelle aimablement les pénibles erreurs du passé, y compris l'injustifiable intervention alliée en Russie, en 1918. Ces erreurs ont instauré la méfiance et l'hostilité. Je crois que la plupart des citoyens britanniques, qui se rendent compte des grands progrès réalisés par la Chine et la Russie au cours des dernières années, sont prêts à favoriser une réconciliation entre l'Est et l'Ouest. La Russie, seul pays qui ait jamais été expulsé de la Société des Nations, se méfie maintenant de l'autorité mondiale et de toute forme d'inspection et de contrôle international. Mais il se peut qu'elle reconnaisse dans le nouveau plan américain un effort sincère pour : 1° arrêter l'actuelle course aux armements aussi ruineuse que démoralisante et, 2° établir l'autorité de la loi soutenue par la force.

Après avoir étudié l'histoire militaire des quarante dernières années, je demeure convaincu que, si entre 1930 et 1940 le Royaume-Uni avait cherché à créer un système de sécurité collective ou une alliance militaire pour soutenir la Société des Nations, la Deuxième Guerre Mondiale aurait pu être évitée et la Grande-Bretagne n'aurait pas subi un tel déclin. Il lui appartient donc maintenant de prendre l'initiative de constituer un organisme de sécurité mondial réellement efficace.

Reginald FULLJAMES,
Colonel de Réserve de la R.A.F.,
Curdridge, par Southampton
(Grande-Bretagne).

LE TITRE DE LA REVUE

Sans doute ne suis-je qu'un des nombreux admirateurs de votre excellente revue à se demander pourquoi votre publication ne porte pas un titre plus digne de son contenu et de sa taille. Ne serait-ce pas mieux de l'appeler « Revue de l'Atlantique Nord » ou « Revue de l'OTAN » ? Peut-être d'autres lecteurs ont-ils des idées encore meilleures.

Lisbeth LEWIS,
« Fourways »,
4, Townhill Road,
Swansea (Grande-Bretagne).

(Note de la Rédaction : Nous serions heureux de connaître les suggestions de nos lecteurs à ce sujet.)

Nous regrettons qu'à la suite d'une accumulation de lettres pendant la période des vacances d'été la publication de certaines d'entre elles ait dû être remise au mois prochain. Dans l'intervalle, nous avons saisi l'occasion de demander à « Justan » de répondre à ses critiques. Nous tenons à rappeler à nos correspondants que leurs lettres doivent être adressées à la Rédactrice en chef, Nouvelles de l'OTAN, Porte Dauphine, Paris-16^e, et doivent nous parvenir avant le 6 du mois afin de pouvoir paraître dans le numéro suivant. Mais toute lettre est acceptée avec plaisir à n'importe quelle date et sera utilisée tôt au tard dans la mesure où elle peut intéresser nos lecteurs.



LIVRES

« THE POLITICS OF WESTERN DEFENCE »

par F. W. Mulley

(Thames and Hudson, Londres, 282 pages, 30 shillings)

Encore une fois l'OTAN se voit reprocher sa confiance excessive dans l'armement atomique et cette critique émane d'un député travailliste britannique, M. F. W. Mulley, ancien Vice-Président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale et Rapporteur au Comité de Défense de celle-ci. A ses yeux, et c'est le propos de son livre, cet armement soi-disant « tactique » que l'on distribue à tort et à travers aux troupes stationnées en Europe ne contribue pas à renforcer la sécurité, mais remplace, de façon économique et à vrai dire inutile, les forces classiques si nécessaires. Tout en reconnaissant que la puissance de feu de ces armes est bien supérieure à celle de l'artillerie classique, le fait même qu'elles soient en train de devenir l'armement standard tend à détruire leur raison d'être qui, observe M. Mulley, est d'empêcher la guerre.

Il prévoit que, dans le cas d'une attaque concertée de type classique, les troupes alliées seraient bel et bien contraintes de faire usage de ces armes atomiques pour assurer la défense de leurs positions, entraînant par là même le danger d'une surenchère progressive dans la puissance des armes nucléaires employées. En revanche, l'existence de forces classiques bien équipées garantirait un laps de temps suffisant pour permettre une intervention politique de part et d'autre avant que ne soit lâchée la première bombe atomique. Et même dans le second cas l'auteur ajoute que la situation serait rien moins que satisfaisante : en effet, au cours d'un conflit de type classique les officiers chargés du commandement ne pourraient jamais posséder une vue d'ensemble de la situation. L'un d'eux pourrait très bien se trouver soudain privé de moyens de communication, coupé des directives politiques et, en cas d'urgence, serait tenté de se servir de son arme nucléaire pour ne pas être débordé par l'ennemi.

M. Mulley résout le problème d'une façon très simple : pour assurer un contrôle politique des armes nucléaires il faut une fois pour toutes les séparer des forces classiques. Qu'on les garde à portée de la main, mais surtout pas dans la main. Il écrit : « Si l'on doit conserver les armes nucléaires tactiques au sein des forces de l'OTAN et favoriser leur développement, ce qui ne fait aucun doute, alors il convient de les soumettre à un contrôle politique aussi efficace que celui qui régit la force de dissuasion stratégique. On voit difficilement comment peut s'exercer un tel contrôle si le déploiement de ces armes n'est pas séparé des unités classiques et soumis à un commandement hiérarchique différent. Il s'agit là d'une révolution dans la politique de l'OTAN, mais il n'est pas d'autres choix possible si l'on veut éviter les dangers d'une surenchère progressive dans la puissance des armes nucléaires employées ».

Puis il suggère la création d'un nouveau poste, celui de Commandant en Chef des Armes Nucléaires Tactiques (TACTNUC), sous les ordres duquel seraient placées toutes les armes tactiques qui relèvent du Commandant Suprême des Forces Alliées en Europe. Cet officier supérieur serait responsable devant ce dernier du déploiement de ces armes et, par l'intermédiaire d'un Commandant Suprême des Armes Nucléaires (SACNUC), devrait répondre devant le Conseil de l'Atlantique Nord

des décisions politiques concernant leur emploi initial. Ces unités comprendraient des effectifs choisis dans les forces de chaque pays et s'apparenteraient ainsi de très près aux forces mobiles spéciales de la brigade de tir du Général Norstad. Ainsi, les Américains seraient à même de fournir une fraction de chaque régiment ou unité comme partie intégrante, tout en conservant la possession des ogives nucléaires elles-mêmes.

Si l'on réussissait à mener à bien un tel programme, on aurait du même coup résolu deux problèmes épineux : le contrôle politique sur toutes les armes nucléaires serait assuré de façon définitive et les pays de l'OTAN qui ne possèdent pas d'armes atomiques auraient le sentiment d'avoir enfin leur mot à dire dans l'usage initial de ces armes. Et comme le souligne M. Mulley, ce dernier point pourrait favoriser l'amélioration des rapports au sein de l'Alliance Atlantique tout en permettant de revoir le problème de l'accroissement du nombre des divisions classiques le long du front européen.

M. Mulley demeure convaincu que le contrôle politique des armes nucléaires est le problème le plus urgent que l'OTAN ait actuellement à résoudre, mais il affirme sans ambages qu'il ne s'agit que d'un premier pas dans la bonne direction. « Car, écrit-il, les générations à venir évalueront le succès ou l'échec de l'OTAN moins en fonction de l'organisation militaire que dans la mesure où l'Alliance aura réussi à faciliter l'adoption de mesures de désarmement ». Mais il souligne par ailleurs : « Tant que les accords sur le désarmement ne seront pas signés, l'Occident se doit de rechercher le système de défense collective le plus efficace possible ».

« THE POLITICAL FUTURE OF THE EUROPEAN COMMUNITY »

par Roy Price

(John Marshbank Ltd, en collaboration avec le Federal Trust, 108 pages, 15 shillings)

Selon M. Roy Price dans son étude récente sur la Communauté Européenne, les négociations en cours entre l'Europe des Six et la Grande-Bretagne en vue de l'adhésion de cette dernière au Marché commun et le désir éventuel d'autres pays de suivre la même voie, vont sans doute obliger les gouvernements membres à se préoccuper davantage du problème d'une union politique plus étroite. L'auteur travaille pour la Communauté Européenne depuis cinq ans et dirige actuellement le bureau de Londres du Service Commun d'Information des Communautés Européennes. Il est persuadé que seule une politique coordonnée, reflétant les points de vue de la Communauté dans son ensemble peut triompher de ces pressions extérieures, y compris les relations commerciales avec l'Afrique, l'Amérique et surtout les pays neutres de l'Europe. Cette politique a besoin d'un mécanisme qui donnera un sérieux coup de dent à la souveraineté de chaque pays.

Cependant, le tour d'horizon des cinq dernières années auquel se livre M. Price montre les énormes progrès accomplis par la Communauté Européenne dans le rapprochement de ses problèmes interpolitiques, qui ont dû être surmontés, ne serait-ce que dans l'intérêt du progrès économique. Quoique le seul fait de parler d'un partage de souverainetés suffise à donner le frisson à de nombreux nationalistes, l'auteur a cependant l'impression que cet obstacle devrait être franchi sans trop de difficultés lorsqu'il se présentera. A vrai dire, il ne voit pas de solution possible en dehors d'un certain fédéralisme. Si la Communauté Européenne veut maintenir son rythme rapide de progrès économique, tout en faisant face efficacement aux tensions extérieures et intérieures, elle doit avoir un seul Exécutif indépendant formé par la fusion de la Haute Autorité de la Communauté du Charbon et de l'Acier avec les Commissions pour l'Economie et l'Energie Atomique. Il faut qu'elle soit aussi libre que possible de toutes attaches nationales.

M. Price n'est pas emballé par les propositions françaises de former une « Europe des patries » fon-

dée sur un contrôle national et des décisions prises à l'unanimité. Aucun progrès ne pourrait être garanti devant la menace d'un veto. Une fois membre, il est vraisemblable que la Grande-Bretagne se rallierait à la ligne de conduite française. Mais l'auteur croit qu'après quelques années d'adaptation elle se rendrait compte de ses erreurs et se tournerait vers ses alliés politiques traditionnels du Nord, qui sont partisans d'une union plus étroite. Il est peu de choses au monde que la Grande-Bretagne haïsse davantage qu'un système parlementaire fonctionnant mal.

Un système fédéraliste sous quelque forme que ce soit sera difficilement réalisable. Selon M. Pryce, le premier obstacle à franchir est « la barrière intellectuelle », cette profonde répugnance à l'égard de toute intervention étrangère dans les affaires intérieures. Cela s'applique particulièrement à la Grande-Bretagne. Mais l'auteur croit que des campagnes nationales efficaces pourraient rendre aux citoyens un esprit de communauté. Il s'agit là d'une mesure essentielle pour renforcer la Communauté Européenne et lui donner un caractère plus démocratique grâce à des élections directes. « C'est seulement par ce moyen », écrit l'auteur, « que la Communauté pourra donner à la fidélité de ses citoyens des racines politiques profondes et développer un sens plus aigu des responsabilités ». Il ne faut pas s'attendre à un progrès spectaculaire vers le Fédéralisme. M. Pryce

est opposé à toute forme de radicalisme. Depuis le début, c'est l'évolution politique progressive en raison des nécessités économiques qui a sauvé la Communauté des cahots. Toute tentative de brusquer les questions politiques ne fera qu'effrayer les gouvernements membres à une époque où la confiance totale entre eux est indispensable.

M. Pryce conclut ainsi : « Dans un avenir prévisible, le pouvoir de décision au sein de la Communauté demeurera en dernier ressort, comme c'est le cas aujourd'hui, entre les mains des Gouvernements des Etats membres. Ce sont eux qui décideront comment et quand les traités seront mis en vigueur et à quel rythme les événements devront évoluer. Le progrès vers une Communauté fédérale (ou autre) dépendra de leur volonté de prendre des décisions et de franchir les limites actuelles de l'intégration fixées par les traités existants. Au cours des dix dernières années les gouvernements nationaux ont hésité entre le désir de lier leur pays à de vastes programmes d'intégration économique et la répugnance, dans certains secteurs, à admettre les conséquences logiques des traités signés. Ils continueront sans doute à jouer ce rôle ambivalent, avec des alternances de progrès et de recul. C'est pourquoi il est d'une importance fondamentale que des pressions s'exercent dans leurs pays respectifs pour que soit entretenu un élan aussi puissant que possible ».



“ LA POLITIQUE DES ARMEMENTS ET LA STABILITÉ EN EUROPE ”

L'idée d'une force de frappe européenne indépendante fut sérieusement critiquée par les hommes politiques et les experts militaires réunis pour la quatrième Assemblée annuelle du « Institute for Strategic Studies » de Londres. Cette réunion, dont le thème était : « La politique des armements et la stabilité en Europe », eut lieu à Bad Godesberg, en Allemagne, et ce fut du côté allemand que vint la plus grande opposition à toute conception d'une « troisième force ». Même les forces atomiques nationales ne trouvèrent que peu d'avocats. Mais, en ce qui concerne le contrôle et l'emploi des armes atomiques, la majorité des participants a semblé toutefois donner la préférence à un système de coordination stratégique entre les trois forces existantes (américaine, britannique et française), à condition qu'un véritable contrôle de l'utilisation de ces armes puisse être instauré dans le cadre de l'OTAN.

En ce qui concerne les armes atomiques tactiques, l'opinion générale considérait qu'un retrait, au moins partiel, de ces armes de la première ligne ne pouvait être envisagé que lorsque les forces conventionnelles étaient suffisamment fortes pour pouvoir repousser une attaque. La conférence fut unanime à croire que les perspectives d'un désarmement général n'étaient guère encourageantes. Plusieurs propositions furent avancées en vue de diminuer la tension militaire en Europe par des mesures unilatérales ou multilatérales de réduction des armements, aussi bien nucléaires que conventionnels. Mais l'idée d'une zone dénucléarisée dans le centre de l'Europe ne fut pas retenue dans ce contexte, bien que certains considéraient qu'elle pourrait constituer une ébauche d'une solution si celle-ci était accompagnée d'un renforcement des forces conventionnelles et des mesures contre une attaque par surprise.

La plupart des orateurs voyaient dans l'élargissement de la Communauté Européenne la possibilité de réaliser un meilleur équilibre au sein de l'Alliance, bien que pendant les dix prochaines années l'Europe ne pouvait pas disposer d'une puissance militaire comparable à celle des Etats-Unis. Plusieurs participants, notamment parmi les pays plus petits, ont insisté sur la nécessité de confier, comme dans le passé, la direction militaire de l'Alliance aux Etats-Unis. Le rapport présenté par M. Alastair Buchan, Directeur de l'Institut, sur les travaux des six Commissions formera la base du livre qui sera publié l'année prochaine et qui contiendra les conclusions des spécialistes militaires occidentaux présents à la Conférence. Parmi ces derniers figuraient les Prs Robert R. Bowie, Henry Kissinger, Thomas C. Schelling, Robert Strausz-Hupé, Albert Wohlstetter, Raymond Aron, Hugh Seton-Watson, M. Jules Moch et d'autres, constituant en tout plus de cent cinquante hommes politiques et experts militaires.

L'ÉDIFICATION D'UNE COMMUNAUTÉ ATLANTIQUE

Discours du Président Kennedy, le 4 juillet 1962, à Philadelphie

C'est un grand honneur pour tout citoyen de notre grande République de prendre la parole dans ce Hall de l'Indépendance en ce jour anniversaire. Parler en tant que président des Etats-Unis, aux principaux dirigeants de nos 50 Etats, est à la fois un privilège et une obligation. La nécessité de relations cordiales entre le gouvernement de la Nation et les différents Etats est une leçon inoubliable de notre histoire.

Parce que notre système est fait pour encourager à la fois les divergences d'opinion et les sentiments opposés, parce que l'équilibre de ses pouvoirs est fait pour préserver les droits de l'individu et des localités contre la prééminence du pouvoir central, nous reconnaissons, vous et moi, combien nous dépendons les uns des autres pour que fonctionne avec succès la forme unique et particulièrement heureuse de notre gouvernement. Notre système et notre liberté permettent de voir s'opposer en certaines occasions le Législatif à l'Exécutif, un Etat au gouvernement fédéral, une ville à un Etat, la campagne à la ville, un parti à un autre parti, des intérêts à d'autres intérêts, tous se trouvant en compétition ou en lutte les uns avec les autres. Notre tâche — votre tâche à la tête de chacun des Etats et ma tâche à la Maison Blanche — est de tisser, à l'aide de tous ces fils emmêlés, la trame de la légalité et du progrès. Nous ne pouvons pas nous offrir le luxe de l'irrésolution. D'autres peuvent s'en tenir à des débats et des discussions et à ce luxe ultime — le conseil gratuit. Notre responsabilité est une responsabilité de décision — car gouverner c'est choisir.

Un document révolutionnaire.

Ainsi, au sens le plus réel, nous sommes vous et moi les exécuteurs du testament que nous ont transmis ceux qui se sont réunis ici, dans ce hall historique, il y a aujourd'hui 186 ans. Car ils se réunirent pour apposer leur signature à un document qui n'était pas un document de pure rhétorique, mais qui était avant tout l'instrument d'une décision hardie. C'était, il est vrai, un document de protestation — et déjà des protestations s'étaient exprimées. Il précisait les revendications avec éloquence — et une telle éloquence avait déjà été entendue auparavant. Mais ce qui distinguait ce document de tous les autres, c'était la décision finale et irrévocable de ses auteurs d'affirmer l'indépendance d'Etats libres prenant la place des colonies, et de consacrer à ce but leurs vies, leurs biens et leur honneur sacré.

Aujourd'hui, 186 ans plus tard, cette Déclaration, au parchemin jaunissant et fané, aux lignes presque illisibles, que j'ai relue la semaine dernière aux archives nationales, à Washington, est encore un document révolutionnaire. La lire aujourd'hui, c'est entendre l'appel du clairon. Car cette déclaration ne déchaînait pas simplement une révolution contre l'Anglais, mais une révolution dans les affaires humaines. Ses auteurs étaient hautement conscients de ce qu'elle impliquait pour le monde entier et George Washington déclarait que la liberté et le gouvernement autonome partout dans le monde étaient « finalement gagnés sur l'expérience confiée aux mains du peuple américain ».

Cette prophétie s'est réalisée. Pendant 186 ans, cette doctrine de l'indépendance nationale a secoué le globe — et elle demeure la force la plus puissante qui existe aujourd'hui où que ce soit au monde. Il y a ceux qui luttent pour tirer une maigre existence d'une terre aride et qui n'ont jamais entendu parler de la libre entreprise, mais qui chérissent l'idée de l'indépendance. Il y a ceux qui se trouvent aux prises avec les problèmes écri-

sants de l'analphabétisme et de la maladie, qui sont mal équipés pour organiser des élections libres, mais qui sont résolus à défendre fermement leur indépendance nationale. Même ceux qui ne veulent ou ne peuvent prendre part à la lutte qui oppose l'Est à l'Ouest sont résolument du côté de l'indépendance.

S'il existe un seul problème qui divise aujourd'hui le monde, c'est l'indépendance — l'indépendance de Berlin, ou du Laos, ou du Vietnam — l'aspiration à l'indépendance qui se manifeste derrière le rideau de fer, l'achèvement pacifique vers l'indépendance de ces zones nouvelles dont certains espèrent exploiter les difficultés.

Vie et liberté.

Le concept de l'indépendance — aussi vieux que l'homme lui-même — n'a pas été inventé en ce lieu. Mais c'est dans ce hall que ce concept est devenu une réalité pratique, que le mot a été passé au monde entier que « Dieu qui nous a donné la vie nous a en même temps donné la liberté ». Et aujourd'hui notre nation — conçue dans la révolution, élevée dans la liberté, et qui a atteint sa maturité dans l'indépendance — n'a aucunement l'intention d'abdiquer le leadership qu'elle exerce dans ce mouvement mondial pour l'indépendance au profit de toute nation ou société vouée à l'oppression systématique du genre humain.

Si juste et applicable que soit aujourd'hui cette déclaration d'indépendance, nous ferions bien de rendre hommage à un autre document historique élaboré dans ce hall — la Constitution des Etats-Unis. Car il met l'accent non sur l'indépendance, mais sur l'interdépendance — non sur la liberté individuelle d'un seul, mais sur la liberté indivisible de tous.

Dans la plus grande partie du vieux monde colonial, la lutte pour l'indépendance touche à sa fin. Même dans les régions situées derrière le rideau de fer, ce que Jefferson a appelé « la maladie de la liberté » semble encore être contagieuse. Avec la chute des anciens empires, moins de 2 % de la population du monde vit aujourd'hui dans des territoires officiellement appelés « dépendants ». Tandis que cet effort vers l'indépendance, inspiré par la Déclaration américaine, se rapproche maintenant du succès, un grand effort nouveau vers l'indépendance, transforme le monde autour de nous. Et l'esprit qui guide ce nouvel effort est le même que celui qui a donné naissance à la Constitution américaine.

Cet esprit est aujourd'hui très clairement perçu de part et d'autre de l'Océan Atlantique. Les nations d'Europe occidentale, longtemps divisées par des dissensions plus aiguës qu'aucune de celles qui existèrent entre les Treize Colonies, se joignent les unes aux autres, cherchant, comme le firent nos ancêtres, à trouver la liberté dans la diversité et la force dans l'unité.

Une Europe forte.

Les Etats-Unis considèrent cette vaste entreprise avec espoir et admiration. Nous ne regardons pas une Europe forte et une Europe comme une rivale, mais comme une associée. Apporter une aide à ses progrès a constitué un objectif fondamental de notre politique étrangère pendant dix-sept ans. Nous croyons qu'une Europe unie sera capable de jouer un plus grand rôle dans la défense commune, de répondre plus généreusement aux besoins des nations plus pauvres, de se joindre aux Etats-Unis et à d'autres pays pour abaisser les barrières douanières.

res, de résoudre les problèmes de devises et de marchandises, et de mettre en œuvre une politique coordonnée dans tous les autres domaines : économique, politique et diplomatique. Nous voyons dans une telle Europe une associée avec laquelle nous pourrions mener sur une base de pleine égalité toutes les lourdes et grandes tâches qui ont trait à l'édification et à la défense d'une communauté de nations libres.

Il serait prématuré, en ce moment, de faire plus que de souligner la haute considération que nous accordons à la formation de cette association. La première chose à faire est, pour nos amis européens, d'aller de l'avant en formant l'union plus parfaite qui rendra quel jour cette association possible.

Déclarations d'Interdépendance.

Un grand édifice nouveau ne se construit pas du jour au lendemain. Onze ans se sont écoulés entre la Déclaration d'Indépendance et la rédaction de la Constitution. La construction d'institutions fédérales opérantes a nécessité encore une autre génération. Les plus grandes œuvres des fondateurs de notre nation ne se trouvent pas dans les documents et les déclarations, mais dans l'action créatrice et résolue. L'édification de la nouvelle demeure européenne a suivi à dessein le même cours pratique. L'édification de l'association Atlantique ne sera achevée ni aisément, ni à bas prix.

Mais je dirai ici aujourd'hui, en ce jour anniversaire de l'Indépendance, que les États-Unis sont prêts à souscrire à une déclaration d'interdépendance, que nous sommes en mesure de discuter avec une Europe unie des voies et des moyens de former une association Atlantique concrète — association au bénéfice mutuel de la nouvelle Union qui se dessine actuellement en Europe et de la vieille Union américaine fondée ici, il y a 175 ans.

Tout cela ne sera pas achevé en un an, mais que le monde sache que c'est aujourd'hui notre but.

En recommandant l'adoption de la Constitution des États-Unis, Alexandre Hamilton disait à ses amis new-yorkais de « penser continentalement ». Aujourd'hui, les Américains doivent apprendre à penser intercontinentalement.

Agissant de notre propre mouvement, nous ne pouvons pas établir la justice à travers le monde, nous ne pouvons pas assurer sa tranquillité intérieure, ni

pourvoir à sa défense commune, ni promouvoir la prospérité générale, ni garantir les bienfaits de la liberté à nous-mêmes et à nos enfants. Mais, unis aux autres nations libres, nous pouvons faire tout cela et plus encore. Nous pouvons aider les nations en cours de développement à rejeter le joug de la pauvreté. Nous pouvons équilibrer nos échanges et nos paiements mondiaux au plus haut niveau possible d'expansion. Nous pouvons mettre sur pied une force de dissuasion assez puissante pour prévenir toute agression. Et, en définitive, nous pouvons contribuer à l'avènement d'un monde où règnent le droit et le libre choix, un monde d'où seraient bannies la guerre et l'oppression.

Car l'association Atlantique dont je parle ne peut se tourner seulement vers l'intérieur, se préoccuper de sa propre prospérité et de ses propres progrès. Elle doit se tourner vers l'extérieur et coopérer avec toutes les nations en faisant face à leurs soucis communs. Elle doit servir de noyau à l'union finale de tous les hommes libres — ceux qui sont libres aujourd'hui et ceux qui souhaitent l'être un jour.

Chances égales.

En 1861, à l'occasion de l'anniversaire de Washington, le président désigné, Abraham Lincoln, parla en cette enceinte alors qu'il se rendait dans la capitale nationale. Et il rendit un bref mais éloquent hommage aux hommes qui ont rédigé la Déclaration de l'Indépendance, ont lutté et sont morts pour elle. L'absence de la déclaration, dit-il, n'était pas seulement de promettre la liberté « au peuple de ce pays, mais d'apporter au monde l'espoir... qu'en temps voulu tous les hommes seraient soulagés de leurs fardeaux, et que tous bénéficieraient de chances égales ».

En ce 4 juillet 1962, nous qui sommes réunis dans ce même hall, nous à qui sont confiés le sort et l'avenir des États et de la Nation, nous faisons maintenant le vœu de prendre notre part de la tâche qui consiste à soulager tous les hommes des fardeaux qui pèsent sur leurs épaules, de nous joindre aux autres hommes et aux autres nations pour préserver à la fois la paix et la liberté, et de considérer toute menace à la paix et à la liberté des uns comme une menace à la paix et à la liberté de tous. « Et pour appuyer cette déclaration, pleine d'une ferme confiance dans la protection de la Divine Providence, nous engageons mutuellement les uns envers les autres nos vies, nos biens et notre honneur sacré ».



RÉUNION DES ANCIENS OFFICIERS DU SHAPE

La deuxième réunion annuelle de l'Association des Anciens Officiers du SHAPE aura lieu le 29 septembre au Quartier Général des Forces Suprêmes Alliées en Europe, sous la présidence effective du Général Alfred Gruenther, ancien Commandant Suprême, et la présidence d'honneur du Général Lauris Norstad, SACEUR actuel qui doit prendre sa retraite prochainement.

L'Association a été constituée l'année dernière. Peuvent y adhérer tous les officiers alliés ayant servi au SHAPE, dans les États-Majors du Groupe Permanent et dans les Commandements Nord, Centre ou Sud-Europe. Pour tous renseignements, s'adresser au : Secrétariat de l'Associations des Anciens, SHAPE, Paris.



Sélection d'articles relevés dans les périodiques reçus au siège de l'OTAN pendant les mois de mai, juin et juillet. Pour obtenir ces articles, écrire aux publications elles-mêmes et non à l'OTAN.

OTAN

VANDYK, Anthony.

«MANAGING NATO'S F-104G PRODUCTION».
Armed Forces Management, Washington, mai 1962, p. 23.

DZIUBAN, Colonel Stanley W.

«NATO INFRASTRUCTURE: Part II».
NATO Journal, New-York, mai-juin, p. 26.
Cet article fait suite à celui publié dans le numéro d'avril de la même revue sous le titre «NATO: Marvel of Military Construction Achievement».

ELLIS, Harry B.
FONTAINE, André.
PIERRE, Henri.
CLEMENT, Alain.

« OTAN : SOLIDARITE FACE A L'U.R.S.S. ».
Le Monde Diplomatique, Paris, juin, p. 5.

SPINELLI, Altiero.

«ATLANTIC PACT OR EUROPEAN UNITY».
Foreign Affairs, New-York, juillet p. 542.

LAZAREFF, S.

« INTERPRETATION PAR LES TRIBUNAUX FRANÇAIS DE LA CONVENTION SUR LE STATUT DES FORCES DE L'OTAN ».
Revue de Droit Pénal Militaire et de Droit de la Guerre, Bruxelles, Vol. 1, n° 1, 1962, p. 117.

LIPPMANN, Walter.

«ATLANTIC PARTNERSHIP».
New-York Herald Tribune, 10 juillet 1962, p. 4.

QUESTIONS POLITIQUES

VIRPSHA, E. S.

« LA GRANDE FAILLE ».
Revue Militaire Générale, Paris, juin, p. 35.
Une étude détaillée des différences fondamentales entre les philosophies occidentales et orientales.

«THREE STRONG MEN—EUROPE'S DESTINY IS SHAPED BY THEIR DEBATE».
Time, New-York, 25 mai, p. 18.

Les trois « hommes forts » de cet article sont Adenauer, De Gaulle et Kennedy.

VERRIER, Anthony.

«THE PRESENT STATE OF THE DISARMAMENT DEBATE».
The World Today, Londres, juin, p. 249.

«THE ECONOMICS OF DISARMAMENT».
Survival, Londres, juillet-août 1962, p. 180.

Résumé du Rapport du Secrétaire Général de l'O.N.U. sur les conséquences économiques et sociales du désarmement.

QUESTIONS ECONOMIQUES

DUCE, James Terry.

«THE CHANGING OIL INDUSTRY».
Foreign Affairs, New-York, juillet, p. 627.

BIBLIOGRAPHIE

KRISTENSEN, Thorkil.

« L'OCCIDENT ET LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ».

Chronique de Politique Etrangère, Bruxelles, Vol. XV, n° 3, juin 1962, p. 247.

«THE FRANCO-AMERICAN DEBATE».

1. LIPPMANN, Walter.
«THE AMERICAN PERSPECTIVE».
2. ARON, Raymond.
«THE FRENCH PERSPECTIVE».

Survival, Londres, juillet-août 1962, Vol. 4, n° 4, p. 153.

Le premier de ces articles a déjà été publié dans le New-York Herald Tribune et le second dans Le Figaro.

HAYTER, Sir William.

«BRITAIN AS A CATALYST IN EUROPE».
Observer, Londres, 1^{er} juillet 1962, p. 8.

QUESTIONS MILITAIRES

KISSINGER, Henry A.

«THE UNSOLVED PROBLEMS OF EUROPEAN DEFENSE».
Foreign Affairs, New-York, juillet, p. 515.

CHATEAUVIEUX P.

« ESSAIS NUCLEAIRES : PROBLEME MAJEUR ».
Revue Militaire d'Information, Paris, mai, p. 17.

MARSHALL Stubbs, Major General.

«HAS THE WEST AN ACHILLES HEEL?»
NATO's Fifteen Nations, Amsterdam, juin-juillet 1962, p. 94.
Cet article examine « les possibilités des armes biologiques ».

MIKSCHKE, Colonel Ferdinand Otto.

«IN SEARCH OF A GLOBAL STRATEGY».
NATO's Fifteen Nations, Amsterdam, juin-juillet 1962, p. 14.

«THE CHANGING CLIMATE OF STRATEGY

- I. NUCLEAR WEAPONS AND.
- II. BRITAIN AND THE WESTERN ALLIANCE».
The Times, Londres, 26 et 27 juillet 1962.

AFRIQUE

« L'EMPRISE COMMUNISTE SUR L'AFRIQUE ».
Perspectives, Paris, 14 juillet 1962.

AXEL, Louis.

« LE SAHARA A L'HEURE DE L'INDEPENDANCE DE L'ALGERIE ».
Revue Militaire Générale, Paris, juillet 1962, p. 230.

ALLEMAGNE

PEYRET, Henry.

« LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE. NOTRE PARTENAIRE DANS LE MARCHE COMMUN ».
L'Economie, Paris, 14 juin, p. 5.

CANADA

GORDON, Donald R.

«CANADA AT THE POLLS».
The World Today, Londres, juillet, p. 280.

DANEMARK

- O'BALLANCE, Major Edgar.
«DEFENSE PROBLEMS OF DENMARK».
Military Review, Fort Leavenworth, juin, p. 24.

ETATS-UNIS

- KISSINGER, Henry A.
« L'EVOLUTION DE LA DOCTRINE STRATEGIQUE AUX ETATS-UNIS ».
Politique Etrangère, Paris, n° 2, p. 121.
- «UNITED STATES OBJECTIVES AND STRATEGY».
Military Review, Fort Leavenworth, Kansas, juillet-août 1962, p. 174.
- «THE TRUTH ABOUT FOREIGN AID».
U. S. News and World Report, Washington, 6 août 1962, p. 55.

EXTREME-ORIENT

- «NOW A NEW CRISIS IN AN OLD DANGER AREA».
U. S. News and World Report, Washington, 9 juillet, p. 48.
Un article sur les dangers de guerre entre la Chine Communiste et Formose.
- «WILL REDS TAKE SOUTHEAST ASIA?»
U. S. News and World Report, 28 mai, p. 43.
- LANG, Nicolas.
« LES COMMUNISTES CHINOIS AU LAOS ».
Est & Ouest, 1^{er}-15 juin, p. 14.
- LABRUSSE, Serge de.
« PERSPECTIVES D'UN MARCHÉ COMMUN DANS LE SUD-EST ASIATIQUE ».
Politique Etrangère, Paris, n° 3, 1962, p. 272.
- ZAUBERMAN, Alfred.
«SOVIET AND CHINESE STRATEGY FOR ECONOMIC GROWTH».
International Affairs, Londres, juillet 1962, p. 339.

FRANCE

- «PRESIDENT DE GAULLE'S FOREIGN POLICY».
World Today, Londres, août 1962, p. 320.

GRECE

- « GRECE — L'INDUSTRIE GRECQUE ET LE MARCHÉ COMMUN ».
Perspectives, Paris, 16 juin.
- «GREECE—POLITICAL AND ECONOMIC DEVELOPMENTS 1944/1962.»
The British Survey, Main Series n° 159, juin 1962.

ITALIE

- VICHNEY, Nicolas.
« L'ITALIE VEUT DEVENIR UNE PUISSANCE ATOMIQUE ».
Le Monde, Paris, 13 juin, p. 5.
- « I RAPPORTI ECONOMICI ITALO-SOVIETICI ».
(Rapports économiques italo-soviétiques).
Relazioni Internazionali, Milan, 7 juillet 1962, p. 769.

LUXEMBOURG

- WOLTER, Jean-Claude.
« LE LUXEMBOURG ET L'OTAN ».
Letzeburger Journal, Luxembourg, 9 juin, p. 2.

PORTUGAL

- SALAZAR, Dr Antonio de Oliveira.
«U.S. POLICY: «LESS FAVORABLE TO AN ALLY THAN TO AN ENEMY». »
U. S. News and World Report, Washington, 9 juillet, p. 78.
- «PORTUGAL IN AFRICA».
The British Survey, n° 158, mai.

ROYAUME-UNI

- WETTERN, Desmond.
«THE NEW BRITISH DEFENSE PLAN».
NATO Journal, New-York, mai-juin, p. 10.

TURQUIE

- «THE TURKISH DILEMMA».
Economist, Londres, 16 juin.
- KARPAT, Kemal.
«RECENT POLITICAL DEVELOPMENTS IN TURKEY AND THEIR SOCIAL BACKGROUND.»
International Affairs, Londres, juillet 1962, p. 304.

U.R.S.S.

- HINTERHOFF, Captain E.
«THE EVOLUTION OF SOVIET STRATEGY AND OF ARMED FORCES».
NATO's Fifteen Nations, Amsterdam, juin-juillet, p. 110.
- AVAKUMOVIC, Ivan.
«WORLD COMMUNISM IN FIGURES».
International Journal, Toronto, printemps, p. 151.
- «INTEGRATION, EASTERN STYLE».
The Economist, Londres, 16 juillet, p. 1077.
Article sur la réunion récente du COMECON.
- « REMARQUES ET DOCUMENTS SUR LA POLITIQUE SOVIETIQUE DU COMMERCE INTERNATIONAL ».
Est-Ouest, Paris, 16 juillet 1962.

PUBLICATIONS OTAN

- Communiqués de Presse :
- N° (62) 11 — Un groupe scientifique de l'OTAN célèbre son Dixième Anniversaire, le 9 juillet 1962.
- N° (62) 12 — Visite du Conseil de l'Atlantique Nord au Royal Air Force Bomber Command, le 21 juillet 1962.
- N° (62) 13 — Nomination du successeur du Général Norstad aux fonctions de Commandant Suprême des Forces Alliées en Europe, le 25 juillet 1962.
- N° (62) 14 — Production en commun de l'engin « Bull-pup », le 10 août 1962.
- Agardographes (publiés par l'AGARD) :
- N° 47 — «Gas Sampling and Chemical Analysis in Combustion Processes» par G. Tine, mai 1961.
- N° 48 — « Bio-Assay Techniques for Human Centrifuges and Physiological Effects of Acceleration » présenté par P. Bergeret, juillet 1961.
- N° 49 — «Transonic Wind Tunnel Testing» présenté par B. H. Goethert, décembre 1961.
- N° 50 — «Niobium, Molybdenum, Tantalum and Tungsten» présenté par R. Syre, novembre 1961.
- N° 51 — «An Initial Assessment of Graphite as a Structural Material in Conditions of High Thermal Flux» présenté par A. J. Kennedy, juillet 1961.
- N° 52 — «Escape and Survival: Clinical and Biological Problems in Aero Space Medicine» présenté par P. Bergeret, juillet 1961.
- N° 53 — «Radio Wave Absorption in the Ionosphere» présenté par N.C. Gerson, février 1962.
- N° 57 — «Microminiaturization» présenté par G. W. A. Dummer, avril 1962.
- N° 58 — «Low Noise Electronics» présenté par K. Endresen, juillet 1962.

Les

NOUVELLES DE L'OTAN

peuvent être obtenues à l'une des adresses suivantes

ÉDITION FRANÇAISE

« *Nouvelles de l'OTAN* »

Tous les pays sauf le Canada

Service de l'Information de l'OTAN,
Porte Dauphine, Paris, 16^e.

Canada

The Department of External Affairs,
Information Division.
Ottawa, Ontario.

ÉDITION ALLEMANDE

« *NATO Brief* »

Presse-und Informationsamt der Bundesregierung.
Welckerstrass, 11, Bonn, Allemagne.

ÉDITION ITALIENNE

« *Notizie NATO* »

Comitato Italiano Atlantico,
Piazza di Firenze, 27, Roma (2), Italie.

ÉDITION DANOISE (trimestrielle)

« *NATO Nyt* »

Atlantsammenslutningen
Forchammersvej 13,
Copenhague, Danemark.

ÉDITION ANGLAISE

« *NATO Letter* »

Royaume-Uni

The Central Office of Information
Hercules Road, Westminster Bridge Road,
London, S.E.1.

Etats-Unis

Distribution Planning,
Office of Public Services,
Department of State, Washington 25, D.C.

Canada

The Department of External Affairs,
Information Division.
Ottawa, Ontario.

Autres pays

Service de l'Information de l'OTAN,
Porte Dauphine,
Paris (16^e) **France**

ÉDITION GRECQUE (trimestrielle)

« *Deltion NATO* »

Association Hellénique du Traité Atlantique
39, avenue El. Venizelos,
Athènes 1, Grèce.

ÉDITION TURQUE (trimestrielle)

« *NATO Dergisi* »

Uçan Türk
Türk Hava Kurumu,
Ankara, Turquie.

Les **Nouvelles de l'OTAN** sont publiées par le Service de l'Information
de l'OTAN

Rédactrice en chef : SHEVAWN LYNAM

Rédacteurs adjoints : JEAN DE MADRE et JOHN S. HODDER

Des exemplaires sont envoyés gratuitement aux organisations et aux personnes s'intéressant spécialement aux affaires internationales. A moins que le contraire ne soit spécifié, les articles et documents peuvent être reproduits librement en mentionnant leur origine. La reproduction des articles signés doit contenir le nom de l'auteur.

